



## Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS)

### République Démocratique du Congo (RDC)

#### RAPPORT NARRATIF FINAL

PERIODE DU RAPPORT : 01/JUILLET/2018 - 30/SEPTEMBRE/2021

<p><b>Titre du Projet :</b> Consortium pour l'Intégration, la Stabilisation et la Paix dans l'Est de la RDC – Beni - « Ensemble pour Beni »</p> <p><b>Numéro de référence du projet au MPTF :</b> N/A</p>	<p><b>Province :</b> NORD KIVU</p> <p><b>Zone prioritaire ISSSS :</b> Territoire de BENI (La chefferie de watalinga et les Secteurs de Beni-Mbau et Ruwenzori)</p> <p><b>Pilier(s) ISSSS :</b> Dialogue Démocratique/ RRR/Restauration de l'Autorité de l'Etat</p>
<p><b>Entités participantes de l'ONU</b></p> <p>Liste des entités ayant perçu des fonds directement du Bureau MPTF dans le cadre du Projet : N/A</p>	<p><b>Partenaires d'exécution</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. International Organisation for Migration (Lead)</li> <li>2. Interpeace</li> <li>3. World Vision</li> <li>4. Search for Common Ground</li> <li>5. Université Chrétienne Bilingue du Congo</li> </ol>
<p><b>Budget total du Programme (en US\$)</b></p> <p>Budget pour le partenaire d'exécution : <b>USD 7.000.000 (Fonds de Cohérence pour la Stabilisation)</b></p> <p>Budget pour l'agent de gestion 8% (PNUNOs) :</p>	<p><b>Durée du Programme</b></p> <p>Durée totale : (24 mois + 15 mois d'extension sans coût)</p> <p>Date de démarrage : 01 juillet 2018</p> <p>Date de fin : 30 septembre 2021</p>
<p><b>Contact project:</b></p> <p>Lead Manager: Afra URE</p> <p>Titre: Transition &amp; Recovery Programme Officer</p> <p>Adresse e-mail : aure@iom.int</p>	<p><b>Rapport soumis par</b></p> <p>Nom : Fabien SAMBUSSY</p> <p>Titre : Chef de Mission</p> <p>Organisation participante (« lead ») : IOM</p> <p>Adresse e-mail : fsambussy@iom.int</p>

## **Abréviations**

ADF	: Allied Democratic Forces
AF	: Administration Foncière
AGR	: Activités Génératrices des revenus
ANR	: Agence Nationale de Renseignement
APA	: Association Professionnelle d'Agriculteurs
ASADHO	: Association Africaine des Droits de l'Homme
AT	: Administrateur du Territoire
AVEC	: Association Villageoise d'Epargne et de Crédit
BS	: Bulletin de Score
CDB	: Comité de base pour la sensibilisation de la Police
CDC	: Chef de Division des Cadastres
CDJP	: Commission Diocésaine de la Justice et Paix
CEP	: Champs écoles paysans
CEREM	: Centre d'Expertise, de Recherche et d'Evaluation Multisectoriel
CPAP	: Cellule Provinciale d'Appui à la Pacification
CPDG	: Cellules de Paix et de Développement du Groupement
CIAF	: Comité Inclusif d'Appui à l'Administration Foncière
CLPD	: Comités Locaux de Paix et Développement
CLS	: Comité de suivi des activités minières
CLSP	: Conseils Locaux pour la Sécurité de Proximité
COVID 19	: Corona Virus Disease 2019
DDR	: Désarmement, Démobilisation et Réinsertion
EPB	: Ensemble pour Beni
ETD	: Entité Territoriale Décentralisée
FARDC	: Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FC	: Franc Congolais
FCS	: Fonds de Cohérence pour la Stabilisation
FFS	: Field Farmer School
FIB	: Brigade de force d'intervention
GDP	: Groupe de Dialogue Permanent
GPS	: Système Global de positionnement
ISSSS	: Stratégie internationale de soutien à la sécurité et la stabilisation pour l'Est de la RDC
IPIS	: International Peace Information Services
MONUSCO	: Mission des Nations Unies pour la Stabilisation au Congo
NP	: Noyau de Paix
OC	: Observateur Communautaire
OCHA	: Bureau de la coordination des affaires humanitaires
ONG	: Organisation Non Gouvernemental
PLD	: Plan Locaux de Développement
PLPD	: Plan local de Paix et de Développement
PLPP	: Plan local de Paix et de Proximité
PNC	: Police Nationale Congolaise
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
PNVi	: Parc National des Virunga
QGIS	: Quantum Geographic Information System
RAP	: Recherche Action Participative
SIG	: Système d'Information Géographique
SFCG	: Search For Common Ground
STAREC	: Programme de Stabilisation et Reconstruction des Zones sortant des Conflits Armés
TEP	: Tribune d'Expression Populaire
UCBC	: Université Chrétienne Bilingue du Congo
USD	: Dollars américain

## Partie 1 - Points saillants du projet

Toute la période de mise en œuvre du projet a été consacrée à la réalisation des activités qui ont conduit aux résultats suivants :

### Pilier Dialogue Démocratique

- Un rapport de la Recherche Action Participative-RAP et une vidéo regroupant les témoignages des communautés ont été produits. Ces deux outils couvrent les analyses sur les dynamiques des conflits et violences dans les zones prioritaires du projet (Secteur de Ruwenzori, Beni-Mabu et la chefferie de Watalinga);
- 40 séances de dialogues ont été conduites auprès de différents acteurs (populations locales, autorités locales et les groupes Mai-Mai, ...). Les séances de dialogues ont contribué au rétablissement des relations de collaboration entre les différents acteurs et à la réduction des violences physiques et verbales commises par ces derniers envers la population. A titre d'exemple, un mécanisme d'évaluation de la sécurité basé sur des alertes régulières, une bonne collaboration entre les civils et les militaires et la dénonciation, a été mis en place par les membres des communautés dans le cadre du renforcement des relations de collaboration entre les autorités et la population locale ;
- 10 actions de plaidoyers sur les dimensions sécuritaires ont été réalisées auprès des décideurs importants au niveau local (FARDC et MONUSCO) en faveur des communautés. A l'issue de ces activités de plaidoyers, des réponses appropriées et satisfaisantes ont été apportées comme dans le cas de la sécurisation des axes Ntoma, Halungupa et l'Est de Oicha qui jadis étaient des théâtres de massacres ;
- Une cartographie des groupes armés a été réalisée dans les territoires de Beni et Lubero. Cette cartographie sert de base à la programmation future pour traiter efficacement et durablement la présence des groupes armés dans la zone. Des actions d'analyse participative autour des acteurs armés ont identifié les groupes armés actifs, leurs motivations, leurs aspirations et leurs perspectives d'avenir;
- Une dizaine de combattants Mai-Mai de Bingo, dans le secteur de Beni Mbau, se sont démobilisés de manière spontanée grâce aux sensibilisations menées lors des séances de dialogue démocratique. Les combattants ont déposé les armes et rejoint leurs familles d'origine après avoir passé près de cinq ans dans la brousse ;
- Des structures et des initiatives communautaires durables ont été mises en place dans les zones du projet (secteurs de Beni Mbau et de Ruwenzori ainsi que dans la chefferie de Watalinga) pour donner aux communautés des zones ciblées les moyens de résoudre les conflits et de réduire les tensions intercommunautaires. Ainsi, quatre sources d'eau ont été installées et ont permis de régler les conflits liés à l'insuffisance d'eau, particulièrement entre les femmes autochtones pygmées et les femmes militaires ; un espace de jeux a été construit et a permis de regrouper des jeunes de différentes communautés à travers les activités sportives et culturelles; une salle communautaire a permis aux communautés d'organiser des événements culturels et une paillote de paix pour permettre aux communautés de discuter de manière permanente de leurs défis et ainsi de pouvoir résoudre des conflits sociaux dans leur milieu.

### Pilier Retour, Réintégration et Relance Socio-Economique

#### Composante foncière

- L'administration Foncière (AF) du territoire de Beni a bénéficié d'une salle de numérisation avec équipements, qui a permis à cette structure de l'état d'améliorer ses services pour la protection des droits fonciers des bénéficiaires dans la zone du projet. Les agents ont amélioré l'accès à l'information en faveur des populations locales sur la procédure d'acquisition des terres, la durée moyenne de livraison du certificat d'enregistrement et le mécanisme de taxation ;
- **1 200 parcelles** ont été identifiées pour la numérisation et l'énumération dans la commune rurale d'Oicha en territoire de Beni. L'utilisation de la nouvelle technologie dans la collecte des données géo spatiales permettra aux services de cadastre de prévenir des conflits fonciers surtout ceux liés à l'altération des dimensions des parcelles, et éviter ainsi les erreurs de calcul au niveau de la précision des équipements dotés ;

- Le compromis de fin de conflit de limite entre le secteur de Beni-Mbau et la commune rurale de Mangina ainsi qu'entre la ville et le territoire de Beni a été signé, sous le regard des acteurs politiques tels que le Ministre Provincial de l'Intérieur en charge de l'aménagement du Territoire, le Directeur Provincial de l'Institut Géographique du Congo ainsi que les députés provinciaux élus du territoire de Beni ;
- 59 conflits documentés ont été enregistrés et 20 conflits ont été résolus au cours de l'année 2020.

### Composante Agricole

- **931 bénéficiaires, 615 hommes et femmes**, ont eu accès à un crédit à travers les associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC) ;
- **85% parmi les bénéficiaires agricoles (soit 65% des femmes)** ont amélioré leur revenu grâce aux activités agricoles
- **1 346 064 FC est le revenu moyen** par ménage enregistré (soit environ 673,032 USD). Chaque ménage a considérablement amélioré son revenu moyen de plus de 100% comparativement au revenu moyen standard avant-projet qui s'élevait à environ 400 000 FC (soit 225 USD) ;
- Un changement au niveau du pouvoir économique des femmes et des hommes a été observé depuis la création des associations villageoises d'épargne et de crédit. La hausse du revenu des femmes a permis à ces dernières de contribuer à l'économie du foyer, et de participer aux décisions d'affectation des fonds selon les besoins du ménage.

### Composante Jeunes

- **432 jeunes du territoire de Beni, dont 190 garçons et 242 filles**, ont accès à un emploi après avoir reçu une aide au démarrage par le biais de formations et de kits. Les nouveaux emplois portent principalement sur quatre filières socio-économiques porteuses, à savoir la coupe-couture, la mécanique moto, la menuiserie et la coiffure.

### Composante minière

- **17 sites miniers** du territoire de Beni ont été qualifiés et validés lors d'une mission d'inspection et d'évaluation facilitée par le projet en appui des services des mines. Il s'agit des sites miniers de : Kiboto, Centrale, Mangalala, Mangato, Kitembo, Visiki, Kitokolo, Matiba, Turura, Lima, Kikundo, Ngoyo, Kichwatambo, Mambale, Mabuku, et Kazebere ;
- **1 749 Gramme d'Or** ont été produits dans le groupement de Baswagha-Madiwe, secteur de Beni Mbau. Grâce à l'appui du projet, les services de l'administration des mines ont instauré pour la première fois un système de suivi de la production et de la commercialisation de l'Or qui a facilité l'amélioration du contrôle étatique pour la canalisation de la production minière et la maximisation des taxes ;
- **54 incidents autour et dans les sites miniers** ont été rapportés grâce au comité de suivi des activités minières (CLS-Beni) et les organisations de la société civile qui ont été renforcés en système de traçabilité à travers une diligence permanente.
- Le territoire de Beni a également collecté des redevances minières, a produit des statistiques d'exploitants miniers, a reporté des informations sur les incidents causés par les groupes armés dans et autour des sites miniers, grâce aux formations reçues, les agents de l'administration des mines du territoire ont mis en place un système pilote de traçabilité et de diligence. Le sujet de ces formations portait sur les mécanismes de certification et la diligence de l'or.

### Composante AGR

- **630 personnes vulnérables, dont 430 femmes**, ont bénéficié des kits de démarrage pour leurs AGR et ont eu accès à un emploi rémunéré dans les 10 filières socio-économique prometteuses à savoir : la couture, la coiffure, la pâtisserie, la cabine téléphonique, la menuiserie, la cantine alimentaire, la savonnerie, l'huilerie, l'unité de transformation/moulin et la restauration. Ces activités ont été regroupées par filière, autour d'intérêts communs, ce qui a permis de renforcer la cohésion sociale et de participer ainsi à la promotion de la paix et à la réduction des conflits. Cette cohésion a connu un grand succès dans la communauté.

## Pilier de la Restauration de l'autorité de l'Etat

- **13 plans locaux** ont été élaborés et validés par le biais de ce projet, dont **six plans locaux de paix et de développement (PLPD)** et **sept plans locaux de sécurité de proximité (PLSP)**, pour les entités territoriales décentralisées (ETD) suivantes : des Secteurs de Beni-Mbau et Ruwenzori, ainsi que des Communes rurales d'Oïcha, Mangina, Bulongo, watalinga et Lume.
  - Ces plans constituent des contributions importantes qui serviront de bases pour les ETD bénéficiaires dans le cadre de la gouvernance de leurs entités. Par ailleurs, tous les acteurs Étatiques, Humanitaires et Privés s'y référeront pour mieux canaliser leurs interventions dans les différents secteurs ;
- Les actions de rapprochement menées, à travers ce pilier, ont permis au projet d'améliorer la gouvernance locale et de renforcer les liens de collaboration entre les prestataires des services étatiques au niveau local et la population civile. Elles ont aussi permis d'améliorer la collaboration entre les responsables des services étatiques et les animateurs de la société civile. A titre d'exemple, dans le secteur de Ruwenzori et dans la commune d'Oïcha, à l'issue des recommandations ressorties lors des activités de rapprochement, les autorités ont pris l'initiative d'organiser régulièrement (1 à 2 fois par mois) des rencontres avec les représentants des structures de la jeunesse et des femmes dans l'objectif de les conscientiser sur les actions de la paix et de développement ; mais aussi de multiplier et de renforcer les sensibilisations de leurs couches sociales pour que ces dernières s'impliquent et s'approprient les actions de paix et de développement initiées dans leurs contrées. Les représentants des structures des jeunes et des femmes s'expriment actuellement sans crainte et librement en donnant leurs opinions dans des assemblées en présence des chefs locaux. Ces derniers quant à eux, font de nouvelles confiances aux jeunes et sont animés d'un esprit de collaboration. En bref, les activités de ce pilier ont renforcé la confiance entre des groupes qui faisaient auparavant preuve de méfiance mutuelle à cause d'actes de ségrégation et de violence qu'ils se sont mutuellement infligés ;
- Le bâtiment administratif de la mairie de Beni a été officiellement remis le 22 septembre 2021. Sur demande de l'autorité provinciale, le projet a construit le bâtiment administratif de la mairie de Beni, qui a été détruit en novembre 2019 par des manifestants. Ce bâtiment contribue à la restauration de l'image de la ville et facilite à ce jour la bonne administration des affaires courantes de la mairie. En outre, ce bâtiment moderne améliore les relations entre la population et l'administration municipale car il a facilité l'accès à l'emploi des jeunes au moment de sa construction, et offre des espaces de qualité pour les réunions de dialogues entre la population et l'autorité municipale.
- L'atelier de clôture du projet « Ensemble pour Beni » a eu lieu le 23 septembre 2021 à Béni, après 30 mois de mise en œuvre des activités programmatiques et neuf mois de travaux de construction du nouveau bâtiment administratif de la mairie de Beni. L'objectif et les attentes de cet atelier de clôture consistait à faire une rétrospective sur les grandes résolutions/recommandations des deux réunions du comité de pilotage qui se sont tenues respectivement le 24 septembre 2019 et le 14 octobre 2020. En plus de cela, l'atelier de clôture a permis de faire une évaluation des progrès réalisés, des changements observés, des défis et mesures de mitigations, d'identifier les gaps spécifiques pour chaque pilier et surtout de mettre un accent sur l'engagement ou encreage politique pour la pérennisation des acquis.

## Partie 2 - La mise en œuvre

### 2.1 Aperçu

#### 2.1.1 Aperçu financier

Budget total : 7,000,000 USD

Fonds reçus au cours de la période de rapportage : 7,000,000 USD

Fonds cumulés reçus : 7,000,000 USD (100% du budget total)

Fonds consommés pendant la période de rapportage : XXXXX USD

Fonds consommés cumulés : XXXXX USD (XXX% du budget total)

Le projet a dépensé xxx % des fonds prévus soit xxxxxx \$.

#### 2.1.2 Aperçu des progrès vers les résultats attendus

**Objectif Spécifique 1 : Les Populations dans l'Est de la RDC et l'Etat congolais, appuyés par leurs partenaires, transformant les principaux conflits violents dans la zone prioritaire de stabilisation**

**Selon le cadre logique, les 7 indicateurs pour cet objectif donnent une moyenne de 92% de réalisation (voir tableau de calcul indicateur en annexe).** Au total, 75 conflits (cible 50) ont été identifiés durant toute la période du projet dont 24 conflits (cible 20) ont été traités. Les 40 sessions de dialogues qui ont été organisés se sont principalement focalisées :

**Pendant la première année:** (1) sur le conflit de gestion des ressources naturelles à l'occurrence la latérite à Bingo/Beni-Mbau et l'eau à Bulongo/Ruwenzori, (2) les vols des produits agricoles à Mavivi/Beni-Mbau tel que le cacao trafiqué en Ouganda voisin ; (3) le conflit de leadership entre les structures des jeunes à Kamango/Watalinga et (4) les conflits fonciers à Kabasha/Ruwenzori.

**Pendant la deuxième année :** (1) sur l'analyse participative de la situation sécuritaire dans le territoire de Beni en général pour identifier les causes et les pistes des solutions, (2) le conflit des limites des entités administratives dans le groupement de Baswagha Madiwe en secteur de Beni Mbau, (3) les questions identitaires dans la chefferie de Watalinga.

Les évaluations menées sur terrain ont montré que 77 % (cible 60%) des bénéficiaires (parties au conflit) attestent que les conflits identifiés de manière conjointe ont été transformés grâce aux interventions du projet.

**Résultat 1.1 : Des cadres inclusifs de dialogue et de concertation pour l'identification des défis et priorités des communautés sont opérationnels et des solutions inclusives et participatives sont mises en place**

**Les sept indicateurs de ce résultat donnent une moyenne de 90% de réalisation (voir TCI en annexe).** Cinq plateformes de dialogue ont été mise en place durant ce projet et sont depuis opérationnelles. Il s'agit des Groupes de dialogue permanents (GDP) de Bingo, Mavivi, Kabasha, Bulongo et Kamango. Ces cinq GDP ont permis de réunir les membres venant d'une trentaine des villages dans les secteurs de Beni-Mbau, de Ruwenzori et de la chefferie de Watalinga. Ces groupes demeurent toujours opérationnels et actifs et sont devenus des structures de références pour la résolution des conflits. . Les autorités s'appuient également sur ces plateformes pour résoudre des conflits communautaires.

**Produit 1.1.1 : La connaissance des facteurs de division et de cohésion sociale est accrue parmi les parties prenantes**

**La moyenne des deux indicateurs de ce produit donne 100 % de réalisation.** La Recherche Action Participative (RAP) réalisée de janvier à mai 2019 avait pour objectif d'analyser les différents conflits qui se vissent dans le territoire de Beni, leurs causes et leurs conséquences. Cette recherche a également permis d'analyser comment ces conflits ont été vécues par la population bénéficiaires du projet. Cette recherche a touché 681 personnes (282 hommes, 122 femmes, 120 filles et 157 garçons) de différentes couches de la population (autorités locales, acteurs de la société civile, agriculteurs, les jeunes, les femmes.). Tous les participants ont pu donner leurs points de vue sur les causes des conflits persistants ainsi que sur les causes de l'instabilité dans la zone de Beni. Cette recherche a ressorti les facteurs imminents qui divisent la population de Beni avec l'exacerbation de l'insécurité comme conséquence de cette fragilité de la cohésion sociale entre les communautés. Les informations collectées ont fait objet des différentes validations au

niveau locale, provincial et national ( <i>voir rapport en annexe</i> ). Ensuite, des séances de dialogue ont suivi pour répondre de manière inclusive et participative aux défis de la paix soulevés lors des différentes consultations.
<b>Produit 1.1.2 : Les priorités de la population pour améliorer la situation socio-sécuritaire sont connues par les parties prenantes</b>
<b>La moyenne des trois indicateurs de ce produit donne 83% de réalisation.</b> Au total, quatre séances de restitutions des résultats de la RAP ont été réalisées (cible 4) à Beni, à Bingo, à Bulongo et à Nobili. Ces résultats ont été restitués à 170 personnes dont 59 femmes (cible 170). Au cours de cette restitution des résultats, les communautés ont eu l'occasion d'amender, d'enrichir et de s'approprier les résultats. Ces résultats ont permis aux communautés de Beni de comprendre d'avantage la dynamique des conflits dans cette zone.
<b>Produit 1.1.3 : Le Dialogue est amorcé</b>
<b>La moyenne des deux indicateurs de ce produit est de 100%.</b> Au total, 51 conflits ont été référés (cible 50) par les communautés aux cinq Groupes de Dialogues Permanents (GDP). Bien que tous ces conflits aient été référés aux GDP, certains conflits (13) n'ont pas pu être géré pendant la mise en œuvre du projet à cause de la situation sécuritaire qui prévalait dans certains villages cibles notamment à Kamango, en chefferie de Watalinga. Des mécanismes notamment de renforcement des capacités des facilitateurs ont été mis en place pour que les GDP, en collaboration avec les autorités locales, puissent assurer la continuité des activités de dialogue. Parmi les conflits référés au GDP par les communautés, il a été cité le conflit entre le territoire de Beni et Lubero autour de la gestion du village de Magogo-Metale (une localité riche en bois et en or). Des tensions et menaces de violences ont été observées dans cette zone, toutefois, les séances de dialogues organisées ont sensiblement atténué ces conflits entre les populations. Le processus de médiation a réuni les administrateurs des territoires, les chefs de groupements et les chefs des secteurs avec l'implication du ministère provincial de la décentralisation. A l'issue de ces séances de médiations, un compromis a été trouvé en faveur du territoire de Beni qui détenait tous les documents prouvant les limites réelles ainsi que de la gestion de ces villages.
<b>Produit 1.1.4 : La capacité à mener un dialogue inclusif et participatif est accrue parmi les parties prenantes</b>
<b>La moyenne des trois indicateurs de ce produit est de 79%.</b> Durant la première année du projet, une formation sur « les techniques de facilitation des dialogues, sur le plaidoyer et sur la médiation des parties en conflit » a été organisée en faveur de 35 membres de groupe de dialogue permanent (GDP), dont 23 hommes, 12 femmes. En plus de cette formation, des séances de coaching ont été organisées au cours de la deuxième année du projet, en faveur des mêmes bénéficiaires, pour s'assurer aient toujours les capacités d'organiser des médiations communautaires. Un changement positif a été observé, les GDP sont devenus progressivement autonomes à travers ces différents renforcements des capacités. C'est le cas par exemple de la médiation qui a été organisée entre les tribus Nandés de Kainama et des Talinga dans la chefferie de Watalinga. Des méfiances et des violences ont été observées entre les deux tribus de la chefferie au mois de juin 2020. Les capacités internes au sein des GDP ont été mises en contribution pour atténuer l'ampleur de ce conflit. Les activités du produit n'ont pas été entièrement atteinte dû au fait que le pourcentage d'hommes et de femmes formés qui connaissent les principes clés de la facilitation d'un dialogue inclusif et participatif pour la paix n'est resté qu'à 50 %.
<b>Résultat 1.2 : Des relations positives sont construites au niveau local à travers le renforcement de la confiance et la collaboration entre les communautés, les autorités (locales et provinciales) et les autres parties prenantes</b>
<b>La moyenne des quatre indicateurs de ce résultat est de 92%.</b> Au total, trois engagements et actions concrètes ont été pris cette année 2020 par les autorités politico administratives du territoire de Beni pour régler les conflits mentionnés lors du processus de dialogue. (1) Un plaidoyer a été mené auprès du commandant FARDC SOKOLA 1 basé à Beni. Ce plaidoyer a permis de renforcer les positions militaires dans les zones insécurisées de Halungupa, Loselose, Kyavikere, Ntoma, Manzalao, UEO, Tsotsora, Kanana, Mangomba, Vwerere mais aussi de réduire les cas d'insécurité récurrents dans ces zones susmentionnées et de contenir les attaques des Mai Mai et ADF ; (2) Un plaidoyer a été organisé auprès de l'administrateur du territoire de Beni. Un briefing sur les différentes résolutions et recommandations du dialogue a été fait à l'administrateur et à l'issue de la présentation de la situation des combattants cantonnés à Kalunguta, l'Administrateur du territoire de Beni s'est engagé à contacter le gouvernement provincial et les ONG travaillant dans le domaine de la réinsertion des combattants. Il s'est ensuite engagé à pousser l'armée à accélérer le processus de la réinsertion de ces combattants cantonnés à Kalunguta, dans le secteur de

Ruwenzori ; (3) Un plaidoyer autour du conflit de la gestion administrative de la localité de Magogo Metale a été organisé. À la suite de cette action le ministre provincial de l'intérieur et de la décentralisation s'est engagé de rendre une décision qui départagera ces deux entités administratives en clarifiant les limites, sur base de la carte administrative existante, qui pourront guider désormais les administratifs de ces entités et leurs administrés. Ainsi, les violences seraient prévenues une fois la décision est rendue.

**Produit 1.2.1 : La sensibilité au conflit et à la prise des décisions informé par les priorités de la population est accrue parmi les autorités**

**Les activités de ce produit sont réalisées à 100%.** Cinq initiatives majeures de paix ont été identifiées par les communautés, à travers les GDP et ont été mise en œuvre. Elles ont été traduites en mini-projets intégrateurs de paix. Il s'agit de : (1) un espace de jeux à Bulongo, dans le secteur de Ruwenzori pour réunir les jeunes des différentes communautés. Cet espace a permis de mettre fin à un conflit qui existait entre les jeunes et l'église catholique, propriétaire du terrain ; (2) un champ communautaire de trois hectares à Watalinga a été mis à la disposition des communautés Talinga et Nandé qui étaient en conflit. Ce champ a rapproché ces deux communautés grâce aux travaux champêtres ; (3) aménagement des sources d'eau à Mavivi, dans le secteur de Beni Mbau. Cet aménagement a rapproché les femmes autochtones Pygmées et les femmes militaires qui étaient en conflit à cause de l'insuffisance d'eau dans les sources ; (4) construction d'une paillote de Paix à Mabalako, dans le secteur de Beni Mbau. Cette paillote a permis à cette population bénéficiaire de se réunir afin de résoudre des conflits au niveau de leur communauté et (5) construction d'une salle communautaire à Kalunguta en secteur de Ruwenzori pour renforcer la cohésion sociale entre les communautés en organisant des événements culturels (promotion de la cohésion sociale). Il sied de signaler que l'idée des projets intégrateurs des paix a été une des grandes recommandations qui a été soulevée lors des dialogues menés au cours du projet. Selon les communautés, ces initiatives les aident à se rapprocher d'avantage et à se parler afin de rétablir les relations qui étaient jadis brisées.

**Produit 1.2.2 : La confiance entre les parties prenantes dans les zones conflictuelles est renforcée**

**La moyenne des trois indicateurs de ce produit est à 84%.** Au cours de la deuxième année du projet, 12 grandes réunions ont été organisées avec les membres de Groupe d'appui au projet (GAP) à Beni, à Goma et à Kinshasa. Ces réunions visaient notamment à identifier les initiatives locales (voir produit 1.2.1) pouvant renforcer la cohésion sociale dans la zone du projet à Beni. A l'issue de ces séances, les cinq mini-projets de paix ont été validés en unanimité avec les autres forces vives de la communauté. Une autre réunion a amené les membres de GAP à réfléchir sur comment les autorités et décideurs seront impliqués dans la réponse aux défis sécuritaires. Il s'agit ici d'actions de plaidoyer qui ont été entreprises à l'endroit des autorités tant civiles que militaires à pouvoir répondre aux défis sécuritaires décrits dans ce territoire. Au regard de cette activité, un plaidoyer a été mené auprès du commandant des FARDC et de la MONUSCO pour renforcer la sécurité dans les zones où les massacres sont commis à répétition. En plus de cette question, les deux décideurs y compris l'administrateur de territoire de Beni ont été convié dans un plaidoyer sur l'encadrement des combattants Mai-Mai rendus à Kalunguta.

De grandes décisions sont ressortis de ces actions de plaidoyer, pour pouvoir renforcer la sécurité sur les axes précités et répondre aux préoccupations des rendus Mai-Mai pour stabiliser la zone. Ainsi, le résultat de l'évaluation finale du projet a démontré une amélioration positive contre celui de la Baseline où les populations reconnaissent que les actions des dirigeants politiques, à travers leurs actions, visent à répondre à leurs priorités et préoccupations.

**Résultat 1.3 : Les interventions de stabilisation sont conçues, harmonisées et coordonnées sur base des résultats du dialogue**

**Le seul indicateur de ce résultat est atteint à 69%.** Cet indicateur a été collecté au moment des enquêtes Baseline et Endline. Le résultat des enquêtes a révélé que 69% (cible 80%) des hommes et des femmes affirment que les projets à base communautaire sont "bons" ou "très bons" pour adresser les problèmes les plus pertinents de leur zone. Lors des consultations communautaires, les populations ont pu exprimer leurs besoins et ont identifié cinq projets pour contribuer au développement local à savoir: (1) le projet de réhabilitation de la route de desserte agricole en groupement de Baswaga Madiwe/secteur de Beni Mbau; (2) la construction de deux hangars de marché à Kalunguta, dans le secteur de Ruwenzori; (3) la construction de trois salles de classe et d'une salle pour les enseignants à l'école primaire de Kibanda en secteur de Ruwenzori; (4) la construction des trois salles de classe et d'une salle pour les enseignants à l'école secondaire SAA-MBILI à Kamango en chefferie de Watalinga et (5) la construction des paillotes de paix à Mbau et Tenambo en secteur de Beni Mbau.

**Produit 1.3.1 : Les plans locaux de paix et de développement sont validés et des projets communautaires sont identifiés**

**L'indicateur du produit est réalisé à 67%.** Deux Plans locaux de paix et développement (PLPD) ont été actualisés et validés sur les trois prévus. Il s'agit des PLPD des secteurs de Beni-Mbau et de Ruwenzori. Celui de la chefferie de Watalinga ne pourra ni être actualisé, ni validé, car le gouvernement provincial, à travers son Ministère du Plan, a demandé que le processus de cette entité soit suspendu. Le Ministre du Plan a sollicité au consortium de coordonner ses actions avec le PNUD qui met aussi en œuvre un projet de stabilisation dans la chefferie de Watalinga. Après harmonisation, il a été demandé au projet de sursoir le processus de révision et d'actualisation du PLPD ainsi que l'appui au CLPD de cette entité car le PNUD était déjà très avancé, pour apporter l'appui envisagé.

#### **Produit 1.3.2 : Les projets à base Communautaire sont mis en œuvre et suivis**

**La moyenne des trois indicateurs de ce produit est à 100 %.** Sur les cinq projets à base Communautaire, trois ont été complètement achevés en 2020. Il s'agit de : (1) le projet de réhabilitation de 10 Km de la route de desserte agricole en groupement de Baswaga Madiwe/secteur de Beni Mbau ; (2) la construction de trois salles de classe et d'une salle pour les enseignants à l'école primaire de Kibanda en secteur de Ruwenzori ; (3) la construction de trois salles de classe et d'une salle des enseignants à l'école secondaire SAA-MBILI à Kamango en chefferie de Watalinga. La pandémie du Covid-19 a considérablement ralenti les travaux des deux derniers projets, à savoir : (1) la construction de deux hangars de marché à Kalunguta en secteur de Ruwenzori et (2) la construction de deux paillotes de paix à Mbau et Tenambo en secteur de Beni Mbau. Ces deux derniers projets ont bénéficié d'une autorisation du bailleur pour la libération de la totalité de fonds pour son achèvement complet en 2021.

#### **Objectif Spécifique 2 : Conditions plus favorables pour la relance économique locale**

**La moyenne des trois indicateurs de cet objectif est atteinte à 58%.** Ce résultat provient des enquêtes Endline réalisé où 60% (cible 75%) des hommes et des femmes ont déclaré avoir un "bon" ou "très bon" accès à la terre et aux ressources naturelles. Aussi, 85.5% (cible 95%) des ménages ont affirmé dépendre d'activités traditionnelles et qu'elles représentent leurs principales activités économique (agriculture, pêche, élevage) dans la zone du projet. Cela représente un changement positif par rapport aux 80 pour cent déterminés pendant la Baseline.

#### **Résultat 2.1 : La performance des fournisseurs des services fonciers est améliorée dans la zone prioritaire**

**La moyenne des cibles de ce résultat est atteinte à 62%.** Tous les indicateurs ont été collectés lors de la Endline. Les résultats de ces enquêtes ont révélé que les bénéficiaires constatent une amélioration dans la qualité des services fonciers et que 77% (cible 50%) des interviewés ont déclaré faire confiance aux services fonciers de l'Etat pour accéder aux terres. A titre d'exemple, les agents de services fonciers ont été renforcés en capacité et dotés en matériels informatiques et fournitures de bureau qui permet à leur tour de mieux servir les communautés. Il s'agit de : 12 Ordinateurs de Bureau ; deux ordinateurs portables ; trois scanners professionnels ; deux imprimantes en couleur ; 15 GPS pour collecte des données géo spatiale ; cinq rallonges ; un serveur ; un onduleur ; 15 chaises bureau ; huit armoires ; deux étagères ; quatre tables ; un kit solaire d'une capacité de 2 Kw.

#### **Produit 2.1.1 : Les connaissances techniques de l'administration foncière sont renforcées**

**La moyenne des deux indicateurs de ce produit est de 92%.** Dans le but de contribuer au renforcement des connaissances techniques des agents de l'Administration foncière du territoire de Beni, dix ateliers de formation ont été organisés. Les ateliers portaient sur la transparence dans la gestion foncière en RDC ; sur la collecte le traitement et la manipulation des données géospatiales sous le logiciel QGIS ; sur la capture et digitalisation des images satellitaires ; ainsi que sur l'énumération participative avec un niveau de performance ou d'amélioration des connaissances de 85.8 pour cent après le post-test. Un total de 105 agents, dont 19 femmes (12 jeunes et 7 adultes) et 86 hommes (30 jeunes et 56 adultes) ont participé aux formations.

A l'issu de ces formations, des changements positifs ont été observés. Les connaissances acquises permettent désormais aux communautés d'accéder rapidement à l'enregistrement de leurs parcelles par le service de cadastre, c'est-à-dire à la sécurisation de leurs droits fonciers grâce à l'utilisation de la nouvelle technologie (GPS, Station totale) qui réduit sensiblement la durée destinée au mesurage, bornage et production d'une carte ainsi que la réduction des erreurs de mesurage.

Ces formations ont également permis aux gestionnaires de la circonscription foncière de Beni territoire de se rendre compte des erreurs de déontologie commises par leurs agents dans les brigades foncières et ont ainsi pris l'engagement d'adopter une approche anthropocentrique dans le service en améliorant l'accès à l'information aux populations locales (sur la procédure d'acquisition des terres, la durée moyenne de livraison du certificat d'enregistrement et le mécanisme de taxation).

Aussi, dans le cadre d'assurer l'inclusion et la participation dans la gestion foncière ainsi que promouvoir la collaboration entre l'administration foncière et les autres acteurs intervenants dans la gestion foncière, le projet avait également organisé en faveur des comités locaux de paix et développement de Oicha, Mbau, Ruwenzori et Kasindi, trois autres formations sur la résolution pacifique des conflits fonciers et sur les outils de médiation sous le leadership du bureau contentieux de l'Administration Foncière. A l'issue de ces ateliers, les participants ont compris le rôle et le mandat de l'Administration Foncière, et ont pris l'engagement de contribuer à l'amélioration des résolutions des conflits fonciers par des mécanismes autres que judiciaires.

**Produit 2.1.2 : Un système de gestion d'information foncière, coutumière et de l'administration foncière est mise en place dans la zone prioritaire**

**La moyenne des deux indicateurs de ce produit à atteint 100%.** La circonscription foncière du territoire de Béni a bénéficié de la donation d'une salle de numérisation équipée qui lui a permis d'améliorer ses prestations pour la protection des droits fonciers des bénéficiaires résidant dans la zone du projet.

Aussi, dans le cadre de ce produit, une étude a été menée dans la chefferie de Watalinga (vu sa particularité de prédominance coutumière et une quasi-absence des agents de l'administration foncière). Cette étude avait pour but d'analyser la tenure et la gouvernance des ressources naturelles (foncières, forestières, minières et hydriques), l'occupation et leurs liens avec la stabilisation. L'étude a révélé que les conflits concernant : les limites entre les entités (groupements, villages et collines) et le conflit foncier opposant les gestionnaires de la chefferie avec les sujets ougandais ayant achetés des terres à Watalinga depuis la guerre de la chute de l'ex-président Ougandais Id Amin Daddi en 1995, ont été révélés comme des causes profondes de l'insécurité dans la chefferie de Watalinga. A ceci s'ajoute le phénomène des jeunes sans emploi munis d'armes blanches qui pendant la saison de récolte de cacao créent de l'insécurité pour empêcher les gens d'accéder à leurs champs. Ces jeunes seraient impliqués dans le trafic illicite du cacao et du bois vers l'Ouganda en connivence avec certains services publics et organes de sécurité. L'étude a également révélé que selon les coutumes, la femme ne peut pas posséder la terre, ni par héritage, ni par lien de mariage. Elle exploite la terre et produit pour le compte du mari. Néanmoins, les veuves, les divorcées et célibataires font exception à cette règle. A l'occasion de cette étude, certains besoins ont été identifiés tel que (1) l'uniformisation des outils de gestion foncière (le document des principes coutumiers Talinga, l'acte de reconnaissance des droits fonciers coutumiers/reconnaissance parcellaire), (2) l'amélioration du système d'archivage pour la prévention de certains conflits fonciers, (3) le renforcement des capacités des organes et structures impliqués dans la gestion foncière, forestière et autres aspects, (4) des actions de promotion du genre pour améliorer les droits fonciers des femmes ainsi que la participation de ces dernières dans la gestion foncière au niveau de la chefferie (**Voir annexe 1 : rapport de l'étude**).

**Produit 2.1.3 : Un plan cadastral rural des terres / Concessions opérationnelles**

**Ce produit est réalisé à 100%.** Le manque d'information sur les propriétés foncières dans le territoire de Beni fait partie des facteurs ayant conduit à la paralysie du secteur foncier. Pour pallier ce défi, le projet a doté la circonscription foncière d'un tout premier plan cadastral numérique, relatif à la commune d'Oicha. Ce plan cadastral numérique a été alimenté par les données parcellaires se retrouvant dans le bureau d'archivage mais également des nouvelles données collectées lors des activités de numérisation et énumération faisant passer la couverture du registre de quatre pour cent à 18 pour cent. Ce plan cadastral va appuyer les gestionnaires de la circonscription foncière dans la prévention des conflits fonciers en visualisant le stock foncier disponible avant d'octroyer des titres tel que le veut la loi foncière en vigueur.

Il faut aussi noter que dans le cadre de ce produit, une cartographie des entités administratives a été développé. Lors de cet exercice de cartographie, la question des limites de la commune rurale de Mangina et le secteur de Beni Mbau ainsi que celles de la ville et territoire de Beni a été abordé. Suivant une approche participative et inclusive, les activités sous ce produit ont permis de clarifier avec les différentes autorités sur leurs entités respectives et faciliter la démarcation des limites de ces entités selon la loi les créant. La production d'une carte consensuelle ainsi que la signature du compromis de fin de conflit entre le secteur de Beni-Mbau et la commune de Mangina sous le regard des acteurs politiques tel que le Ministre Provincial de l'Intérieur en charge de l'aménagement du Territoire, le Directeur Provincial de l'Institut Géographique du Congo ainsi que les députés provinciaux élus du territoire de Beni ont été fait.

En ce qui concerne le conflit entre la ville de Beni et territoire, un atelier regroupant 60 parties prenantes provenant tous de la ville et du Territoire de Beni a eu lieu à Beni durant la deuxième année du projet (du 01 au 02 décembre 2020) sous la direction du Ministre provincial de l'Intérieur du Nord-Kivu et son homologue des Affaires Foncières. A l'issue de cet atelier, les erreurs des repères légaux de la ville de Beni ont été identifiés, toute la documentation sur ce conflit a été présentée, les recommandations des parties recueillies, ainsi qu'une feuille de route des prochaines étapes ont été dressées.

**Produit 2.1.4 : Le plan d'usage des terres pour la sécurisation foncière est approuvé**

**La moyenne de trois indicateurs de ce produit à atteint 58%.** En vue de promouvoir une meilleure utilisation des terres, une série d'activités ont été menées à cette fin. Un atelier de planification participative d'usages des terres a eu lieu durant la deuxième année du projet (22 au 23 septembre 2020) avec la participation de 56 personnes, dont 48 hommes et huit femmes, ayant différents profils, entre autres : exploitants (forestiers, miniers et agricoles), chefs coutumiers et agents de l'Etat. Les différents acteurs ont ainsi été renseignés sur la meilleure façon de planifier et d'utiliser les terres pour garantir leurs accès aux générations futures.

Une autre activité a consisté à la numérisation et à l'énumération de 1 200 parcelles dans la commune d'Oicha. La numérisation consistait à la prise des données géospatiales des parcelles en vue de les encoder dans le système numérique installé au niveau de la circonscription foncière. L'énumération a consisté quant à elle, à lier les données numériques aux renseignements sociaux de l'occupant, ses identités et ses droits sur la parcelle. Ces éléments récoltés ont facilité l'obtention d'actes de reconnaissance parcellaire, les fiches de demande de terre et les numéros cadastraux comme preuves de certification des droits sur la parcelle numérisée. Cette étape de numérisation et d'encodage a été précédée par une formation de l'équipe de sensibilisation sur les outils de la sécurisation foncière et le processus de la réforme foncière. Un total de 48 personnes (4 femmes, dont 3 jeunes et 1 adulte et 44 hommes parmi lesquels 28 jeunes et 16 adultes) ont pris part à cette formation.

L'approche inclusive et participative de la numérisation et de l'énumération a permis entre autres l'identification et la résolution des conflits de limite des parcelles en état de latence ainsi que la prise de conscience collective sur les bienfaits de l'enregistrement légal qui a conduit à une augmentation de la fréquentation volontaire au bureau de l'administration foncière. L'utilisation de la nouvelle technologie dans la collecte des données géospatiales permet actuellement aux services de cadastre de prévenir des conflits fonciers surtout ceux liés à l'altération des dimensions des parcelles, et d'éviter les erreurs de calcul grâce au niveau de précision des équipements dotés.

#### **Produit 2.1.5 : Un comité inclusif d'appui à l'administration foncière dans la mise en œuvre des activités de sécurisation foncière est mis en place**

**La moyenne des indicateurs de ce produit est de 72%.** Une étude de base sur les conflits fonciers a été réalisée et les acteurs intervenants dans la résolution pacifique des conflits en territoire de Beni ont été cartographiés. Cette étude a mis en exergue les 12 facteurs qui sont à la base des conflits fonciers en territoire de Beni. Il s'agit de : 1. les successions (20%), 2. la croissance démographique (12%), 3. la corruption dans le pouvoir coutumier (12%), 4. les migrations (8%), 5. les délimitations officielles des entités (8%), 6. la faible connaissance et la mauvaise interprétation de la loi (8%), 7. les ventes illicites (8%), 8. les délimitations officielles des entités, 9. une superposition des titres fonciers (4%), 10. l'insécurité(4%), 11. le non-renouvellement des contrats (4%), 12. le non-paiement de l'impôt foncier (4%). Les comités locaux de paix et de développement (CLPD) sont reconnus parmi les acteurs identifiés, comme ayant plus de légitimité et faisant l'unanimité en matière de règlement des différends. C'est pourquoi, le projet avait procédé la première année (2018) à la mise en place d'un comité inclusif d'appuis à l'Administration Foncière.

Ce comité coordonne les acteurs intervenant dans le domaine foncier. Il est composé des membres de la sous-commission résolution des conflits au sein des comités locaux de paix et développement (CLPD), de l'Administration Foncière à travers le bureau contentieux et des chefs coutumiers. Ce comité constitue un cadre de concertation multi acteurs pour conseiller les entités sur la mobilisation des recettes, la défense des droits fonciers des communautés, la participation à la gestion foncière et la résolution pacifique des conflits fonciers. Dans le cadre de son opérationnalisation, les frais de fonctionnement mensuel étaient alloués par le projet ainsi que le matériels informatique et les fournitures de bureau.

Ce comité en collaboration avec les CLPD ont contribué à l'amélioration de la perception de la population sur l'agent de cadastre, ainsi qu'au rapprochement entre l'administration foncière et les chefs locaux (tels les chefs de groupements, chefs de quartiers, chefs de village...). Cette coordination a facilité la réduction de 50 pour cent du prix des actes de reconnaissance parcellaires en faveur des parcelles numérisées, l'exonération dans l'octrois des numéros cadastraux et fiches de demande de terre et résolution des conflits fonciers impliquant même certains agents de l'administration foncière.

#### **Résultat 2.2 : L'accès aux marchés, aux crédits et à l'emploi rémunéré est maintenu et accru**

**La moyenne des indicateurs de ce résultat est de 79%.** 85 pour cent des ménages bénéficiaires (agricoles et éleveurs) déclarent avoir amélioré leur revenu grâce à l'appui du projet. Le revenu annuel moyen par ménage agricole (2019 et 2020) enregistré atteint à présent 1 346 064 Franc congolais (FC) (soit 673,032 dollars américains). Le revenu moyen de chaque ménage a triplé en comparaison au revenu moyen standard initial qui s'élevait à environ 400 000 FC (soit 225 USD). Quant au revenu moyen par ménage éleveur, il a

été enregistré à hauteur de 700 000 FC (soit 350 USD), alors qu'il était de 151 000 FC (soit 75,5 USD), avant le projet.

Aussi, les résultats de l'évaluation finale du projet (Endline) révèlent que 50 pour cent des hommes et des femmes interrogés indiquent avoir un "bon" ou "très bon" accès aux marchés. Tandis que 39 pour cent d'hommes et femmes déclarent avoir un emploi rémunéré et indiquent aussi avoir accès au crédit.

#### **Produit 2.2.1 : Les associations agricoles sont opérationnelles**

**La moyenne des indicateurs de ce produit est de 97%.** Au total, 26 associations des producteurs agricoles (APA) ont été mise en place, formées, mobilisées et structurées dans les trois zones cibles du projet. Grâce au projet, ces associations sont opérationnelles et ont reçu un statut légal. Au total, 1 300 bénéficiaires, dont 520 hommes et 780 femmes sont membres des 26 APA. De ces 26 APA, sont nées 41 associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC). Au total, 67 pour cent des bénéficiaires des APA sont également membres et bénéficient de crédit et ont pu, pendant trois mois, remboursé le tiers du montant reçu. Parmi les membres des APA, 92 ont participé à la formation des formateurs sur l'approche Champs Ecole Paysan (CEP) et sur la gestion des affaires agricoles. Et, 1 133 membres ont participé à la restitution des notions des pratiques quotidiennes en champs.

Il a été observé que les relations entre les membres des APA provenant de différentes communautés se sont nettement améliorées depuis l'instauration des APA, principalement grâce aux travaux des champs communautaires. Les APA sont des initiations à la vie associative, elles permettent aux membres de se réunir régulièrement, d'échanger sur les aspects techniques de leurs milieux, de partager leurs expériences, les bonnes pratiques et difficultés pour trouver ensemble des solutions tout en promettant la cohésion et solidarité sociales. A titre d'exemple, les femmes Talinga et Nande en conflit dans la chefferie de Watalinga ont renforcé leurs relations grâce à la participation au champ communautaire qui les avait réunis pour des travaux champêtres.

#### **Produit 2.2.2 : La chaîne de valeur agricole est mise en place**

**La moyenne des indicateurs de ce produit est de 100%.** Au total, 1 300 bénéficiaires membres des associations des producteurs agricoles (APA) dans les trois zones cibles du projet ont reçu des kits agricoles composés des 3482 matériels/outils aratoires confondus (bêches, arrosoirs, binettes, râteliers, brouettes, houes et égraineuses de maïs), de 63,7 Kg de semences maraîchères confondues (choux, aubergines, épinards et amarantes) et de 80 tonnes de semences vivrières confondues (riz, haricot et maïs). Au total, un rendement de 4 543 Tonnes de produits de récolte (toutes filières confondues) a été produit pendant les trois saisons agricoles concernées durant toute la période du projet. Ce qui a donné une estimation de 3 495 Kg de récoltes par ménage bénéficiaire issus des champs des écoles paysans, des champs communautaires et des champs individuels.

Aussi, 415 ménages éleveurs, comprenant 232 femmes, formant 13 associations d'éleveurs, ont bénéficié de 1 283 géniteurs d'élevage, dont 739 lapins et 544 poules. Le projet a enregistré une reproduction de 14 780 lapins et 8 704 poules. Il se dégage pour la filière lapin un revenu total de 103 460 USD, soit environ 245 dollars de revenus moyens par bénéficiaire. Et pour la filière poule un revenu de 43 520 USD, soit environ 105 dollars de revenus moyens par bénéficiaire. Actuellement les productions continuent avec le recyclage régulier de géniteurs pour éviter la consanguinité surtout chez les lapins.

En ce qui concerne la pisciculture, l'ensemencement se poursuit dans les étangs piscicoles de membres individuels sous encadrement du partenaire local de mise en œuvre et le service étatique de l'agriculture. Le revenu à ce jour est de 5 144.4 USD issus de la vente des poissons dans les 10 étangs piscicoles collectifs.

Enfin, il a été observé que l'augmentation de production de toutes les filières et de revenu, à améliorer les conditions de vie des ménages, ainsi la plupart des familles peuvent désormais couvrir les coûts associés à la santé, l'éducation et à l'achat des champs. Cette hausse de revenu a participé à la réduction des conflits locaux liés aux dettes. Finalement, les ménages bénéficiaires arrivent à couvrir certains besoins sans recourir aux dettes.

#### **Produit 2.2.3 : Les activités professionnelles des jeunes sont mises en place**

**La moyenne des indicateurs de ce produit est de 100%.** Au total, 432 jeunes, dont 190 garçons et 242 filles, ont été identifiés et formés par le projet selon le choix des filières et/ou métiers porteurs après une étude de faisabilité, rentabilité et opportunité de marché et d'emploi pour les jeunes qui a été réalisée en avril 2019. Ils ont achevé les formations professionnelles basées sur les pratiques grâce aux kits de réinsertion mis à leur disposition. A ce jour, ces jeunes ont accès à l'emploi, grâce au projet, dans les domaines de la couture, la mécanique moto, la menuiserie et la coiffure.

<p><b>Produit 2.2.4 : La qualité des services techniques de l'Etat en charge des Mines et autres parties prenantes est améliorée</b></p> <p><b>La moyenne des indicateurs de ce produit est de 72%.</b> Les différentes activités sous ce produit ont appuyé l'amélioration de la gouvernance minière au niveau du territoire de Beni, en renforçant les capacités des autorités locales, des services techniques étatiques, des organisations de la société civile et même des acteurs économiques. L'objectif était de : (1) améliorer la connaissance et le contrôle des acteurs étatiques et des représentants de la société civile du secteur minier artisanal, et (2) de promouvoir le respect des acteurs économiques du cadre légal et des chaînes d'approvisionnement responsable. Ces formations ont porté sur les mécanismes de traçabilité et de certification des minerais.</p> <p>Grâce à ces renforcements des capacités, 1 749 grammes d'Or ont été produits durant la période du projet dans le groupement de Baswagha-Madiwe, en secteur de Beni Mbau. Les services de l'administration des mines ont instauré pour la première fois un système de suivi de la production et de la commercialisation de l'Or qui a facilité l'amélioration du contrôle étatique pour la canalisation de la production minière et la maximisation des taxes.</p> <p>De plus, le projet a facilité la mise en place du Comité Local de Suivi du secteur minier en territoire de Beni (CLS-Beni). C'est une plateforme multilatérale clé pour l'amélioration de la gouvernance minière. Le projet a appuyé différentes étapes pour un bon fonctionnement du CLS (notamment la sensibilisation, la création, l'organisation des réunions mensuelles). Toutes ces activités ont été réalisées en étroite collaboration avec les autorités territoriales et provinciales.</p>
<p><b>Produit 2.2.5 : Une chaîne d'approvisionnement pilote de traçabilité de l'Or (exploitation artisanale) est mise en place</b></p> <p><b>La moyenne des indicateurs de ce produit est de 80%.</b> Les activités implémentées dans ce produit avaient pour objectif de promouvoir une chaîne d'approvisionnement de l'or plus responsable, en harmonie avec le devoir et les principes de la diligence raisonnable. Les différentes activités sous ce produit ont permis de : (1) créer une meilleure connaissance du secteur (y compris l'identification des sites miniers, et le dédis du secteur minier) ; (2) créer un système de suivi des incidents, et par le support aux organisations de la société civile (et même les autorités) pour faire le suivi de ces incidents ; (3) former les acteurs économiques (notamment les coopératives minières) à s'approprier du devoir de diligence, et à se mettre en ordre avec le cadre légal ; (4) appuyer les autorités provinciales à qualifier les sites miniers ; et (5) appuyer les autorités territoriales et les agents étatiques à améliorer la traçabilité dans la chaîne aurifère.</p>
<p><b>Produit 2.2.6 : Les AGR sont opérationnelles</b></p> <p><b>La moyenne de ce produit est de 79%.</b> Au total, 630 bénéficiaires ont été identifiés pour participer aux activités génératrices de revenu (AGR), dont 429 femmes. Parmi ces bénéficiaires, 515 sont des ménages retournés et 115 sont des ménages vulnérables. Au total, le projet a créé 58 associations réunissant les bénéficiaires des activités génératrices de revenu (AGR) de différentes filières à savoir : <i>la couture, la coiffure, la pâtisserie, l'huilerie, l'unité de transformation/moulin, la cabine téléphonique, la savonnerie, la restauration, la cantine alimentaire et la menuiserie.</i> Des formations professionnelles et techniques ont été organisées en faveur des bénéficiaires sur les notions élémentaires sur l'initiation à la création des AGR, la gestion financière, le marketing ainsi que l'élaboration d'un plan opérationnel d'une AGR. Ensuite, la remise des kits AGR est intervenue pour faciliter l'effectivité des activités dans les 10 filières citées ci haut.</p> <p>Pour un début, les réalisations des chiffres d'affaires enregistrés des AGR confondues varient en moyenne entre 17 000 Franc congolais (8.5 \$) à 35 000 FC (17.5 \$) par semaine. A ce jour, les AGR les plus rentables sont la cantine alimentaire, la couture, la coiffure, la coiffure et la restauration. L'encadrement de ces bénéficiaires se poursuit même après projet par le partenaire local de mise en œuvre qui a mis en place un système d'approvisionnement rotatif au bénéfice des groupes AGR pour les aider à se connecter aux fournisseurs des matières premières.</p>
<p><b>Objectif Spécifique 3 : Reddition de comptes (à travers des mécanismes) des institutions étatiques améliorées envers les femmes, jeunes femmes, jeunes hommes et hommes des communautés</b></p> <p><b>Cet objectif est atteint à 24%.</b> Ce faible taux a été rapporté par le biais de collectes pour les enquêtes Endline.</p> <p>Seulement 24.2 pour cent des hommes et des femmes ont indiqué que les autorités locales (chef de quartier / village) représentent "bien" ou "très bien" les intérêts de la population.</p>
<p><b>Résultat 3.1 : Les expériences locales sont prises en compte au niveau provincial enfin d'en assurer la durabilité</b></p> <p><b>Les indicateurs de ce résultat ont atteint 64%.</b> Deux réunions ont été tenues en 2020, la première au niveau provincial avec les députés provinciaux élus de Beni et la seconde avec les responsables de STAREC Provincial sur l'appui au processus du décret lois sur le fond Conseil Locaux de Sécurité de Proximité.</p>

<p><b>Produit 3.1.1 : Renforcement des structures au niveau provincial</b></p> <p><b>Ce produit est réalisé à 100%.</b> Les équipes de la coordination de la cellule Provinciale d'appui à la Pacification (CPAP) ont participé à quatre séances de renforcement des capacités des membres des comités locaux de paix et de développement (CLPD) des structures Étatiques qui sont maintenant actives et opérationnelles dans la zone de Beni. Des notions sur le leadership, la transformation et médiation ont été partagées lors des séances de travail avec les animateurs et membres des CLPD et CPAP. Au total, 83 personnes sur les 122 participants (91 hommes et 31 femmes), soit 68 pour cent, ont vu leur niveau de connaissance sur ces notions s'améliorer de plus de cinq pour cent grâce à ces séances. Les fournitures de bureau et équipement de travail ont permis aux CLPD et CPAP d'être actifs dans la production de leurs rapports d'activités réalisées.</p>
<p><b>Produit 3.1.2 : Amélioration de la collaboration entre les structures provinciales et les services étatiques au niveau local</b></p> <p><b>Les indicateurs de ce produit sont réalisés à 63%.</b> Deux réunions semestrielles de coordination ont été réalisées en juin et novembre 2020 par la CPAP pour les six CLPD des ETD de Mangina, Oïcha, Beni-Mbau, Ruwenzori, Lume et Bulongo. Aussi, deux tables ronde provinciales ont été tenues respectivement en septembre 2019 et en octobre 2020, pour appuyer le processus de stabilisation, avec les différents acteurs. Il s'agissait des acteurs de toutes les couches sociales venant d'horizons et d'expertises divers (membres du gouvernement provincial, les députés provinciaux, les chefs des secteurs et chefferie, les chefs des groupements, les bourgmestres des communes, la société civiles, les organisations internationales non gouvernementales, les agences des systèmes des nations unies, le secteur public et privé). Au total, 77 personnes ont pris part à ces deux activités, dont 63 hommes et 14 femmes. Se faisant, les chefs coutumiers et le commissaire provincial en charge des affaires coutumières ont convenu de se réunir une fois par an afin de traiter ensemble les conflits coutumiers à grande ampleur. Au total, 169 personnes sur 225 participants (183 hommes et 42 femmes), soit 65 pour cent des participants des réunions et des tables ronde, e, ont confirmé que les réunions tenues et tables rondes constituent des espaces ouverts et inclusifs pour discuter des issues pertinentes.</p>
<p><b>Produit 3.1.3 : Le projet de construction du bâtiment administratif de la mairie est suivi et réalisé</b></p> <p><b>Ce produit est réalisé à 100 pour cent.</b> Le bâtiment de la mairie a été construit comme prévu et la remise officielle a eu lieu le 22 septembre 2021, en présence du gouverneur militaire de la province du Nord Kivu et du maire policier de la ville de Beni.</p>
<p><b>Résultat 3.2 : Les rôles et responsabilités des services étatiques (PNC et ETD) sont compris et acceptés et mise en œuvre</b></p> <p><b>Les indicateurs de ce résultat sont atteints à 87%.</b> A la suite de toutes les formations organisées en faveur des participants issus de la police nationale congolaise (PNC), des entités territoriales décentralisées (ETD), du comité local de paix et développement (CLPD) et de la cellule paix et développement des groupements (CPDG), il a été enregistré que 75 pour cent des hommes et 23 pour cent femmes ont amélioré leur niveau de connaissance entre le début et la fin des formations. Le niveau semble être plus élevé que lors de la dernière évaluation (35% pour les hommes et 10% pour les femmes) parce que les participants ont déjà bénéficié de plusieurs formations sur les thématiques données.</p>
<p><b>Produit 3.2.1 : Les agents de l'état et les autorités coutumières ont des meilleures connaissances sur leurs rôles et responsabilités</b></p> <p><b>Ce produit est réalisé à 100%.</b> Les autorités locales et acteurs de la société civile impliqués dans les processus d'élaboration, d'actualisation et de validation des plans locaux de paix et de développement organisés entre avril et juillet 2020 ont indiqué à l'unanimité (soit 112 participants sur 112, dont 19 femmes) que ces plans constituent des outils qui leur permettent de se fixer des objectifs de performance à atteindre. Dans toutes les ETD, les jeunes conjointement avec les autorités et la police ont ensemble initié des actions communes favorisant l'entente et l'échange. La construction des paillotes mixtes de rapprochement qui servent de cadre de rencontre entre la population et les acteurs de sécurité en est un exemple illustratif.</p>
<p><b>Produit 3.2.2 : Les communautés ont accès à l'information sur les services étatiques et ont l'opportunité de demander des comptes</b></p> <p><b>Les indicateurs de ce produit est réalisé à 68%.</b> Les différentes activités réalisées par le pilier trois ont contribué à l'émergence d'un modèle de gestion des entités axé sur la redevabilité. Entre mars et novembre 2020, six réunions de sensibilisation des jeunes par les autorités, 20 séances de tables rondes radiophoniques et 26 séances du projet cinéma mobile ont été réalisées. Au total, 1 692 personnes ont participé, dont 1 280 hommes et 412 femmes. Ces activités ont permis aux cadres des gouvernants d'apporter des éléments de réponses et de clarifications aux préoccupations des civils.</p>

### **Produit 3.2.3 : Les acteurs de sécurité améliorent leurs contributions aux mécanismes locaux d'éveils et d'alerte précoce (Early warning)**

**Ce produit est réalisé à 85%.** Les 36 observateurs communautaires de la protection civile ont été formés en septembre, octobre et novembre 2020, sur les mécanismes locaux d'éveil et d'alerte précoce. Par ailleurs, 48 personnes ont participé à la table ronde provinciale sur le renforcement du système d'alerte précoce organisée à Beni du 21 au 22 août 2020, sous la conduite du ministre provincial de l'intérieur. Cette table ronde a permis de réunir les différents acteurs qui interviennent dans le domaine de la protection civile. La mise en place d'un cadre de coordination entre acteurs qui travaillent sur la thématique en a été la recommandation majeure. Les résultats des post tests donnent un niveau de réussite global de 86 pour cent. Au total, 31 sur 36 participants ont eu plus de 50 pour cent alors que six sur 36 ont eu moins de 50 pour cent au post test. Ce résultat démontre que le niveau de connaissance sur les mécanismes locaux d'éveil et d'alerte précoce s'est sensiblement amélioré.

Les membres des Comités de Base de la PNC (CDB) mis en place ont conjointement avec la société civile poursuivi avec l'organisation de six séances de matinées de protection au bénéfice de 153 personnes, dont 41 femmes et 112 hommes. Suivant les témoignages recueillis, ces séances permettent à la société civile d'être impliquée et d'être au côté des services attirés pour chercher des solutions aux problèmes de protection dans la zone.

### **Produit 3.2.4 : Des plans locaux de sécurité sont opérationnels**

**Ce produit est réalisé à 94%.** Sept plans locaux de sécurité de proximité ont été élaborés et validés pour six ETD en juin 2020 au niveau communautaire. Le contexte sécuritaire et la situation de COVID-19, n'ont pas permis que le plan de la chefferie de Watalinga soit validé. Un mécanisme de suivi a été mis en place avec les autorités pour la validation de ce plan à travers le CLSP. Les Conseils Locaux pour la Sécurité de Proximité (CLSP) mis en place et fonctionnels dans chaque ETD sont chargés de mettre en œuvre les plans d'action de sécurité élaborés. Les diagnostics sécuritaires réalisés par les CLSP permettent d'identifier les vraies causes profondes des problèmes de sécurité humaine et donnent des orientations pour des solutions appropriées aux problèmes locaux de sécurité. Le projet a accompagné chaque CLSP dans le processus d'exécution et de suivi des plans d'action de sécurité. Le ministre provincial de l'intérieur s'est engagé lors de la table ronde sur la stabilisation de suivre avec le gouvernement provincial le processus de création du fond provincial CLSP conformément à la loi sur les CLSP afin de maintenir la viabilité et la durabilité de ces structures jugées opportunes et utile pour relever les défis de la gouvernance sécuritaire dans la zone de Beni.

## **2.2 Progress de la mise en œuvre**

### **2.2.1 Exécution du Plan de travail et du budget**

**Objectif Spécifique 1 : Les Populations dans l'Est de la RDC et l'Etat congolais, appuyés par leurs partenaires, transformant les principaux conflits violents dans la zone prioritaire de stabilisation**

**Résultat 1.1 : Des cadres inclusifs de dialogue et de concertation pour l'identification des défis et priorités des communautés sont opérationnels et des solutions inclusives et participatives sont mises en place**

**Produit 1.1.1 : La connaissance des facteurs de division et de cohésion sociale est accrue parmi les parties prenantes**

**La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ?**

Les activités de ce produit prévues dans le plan de travail ont été exécutées à 100 pour cent. Il s'agit de la recherche action participative qui a été réalisée entre janvier et mai 2019 et avait réuni 681 personnes dans les focus groupe et entretiens clés, dont 282 hommes, 122 femmes, 120 jeunes filles et 157 jeunes garçons dans les collectivités de Beni Mbau, Ruwenzori et Watalinga. Le rapport de la RAP et la vidéo produite pendant cette recherche a ressorti les facteurs imminents qui divisent la population de Beni avec l'exacerbation de l'insécurité comme conséquence de cette fragilité de la cohésion sociale entre les communautés. En 2020, une étude de cartographie des groupes armés dans les territoires de Beni et Lubero, a été réalisée ainsi que de l'organisation d'un atelier de restitution des résultats de l'étude tenue à Beni et à Goma en faveur des membres du gouvernement provincial, les élus provinciaux, les acteurs de la société civile et les chefs coutumiers. Cette étude a identifié les groupes armés actifs, leurs motivations, leurs aspirations et leurs perspectives d'avenir. Cette analyse participative a mis en exergue aussi les différentes alliances et les contre alliances autour de la problématique des groupes armés.

<p><b>La consommation du budget est-elle en bonne voie ?</b>  Oui, le budget des activités inscrites dans ce produit a été consommé à 100% conformément aux activités reprises dans le point précédent.</p>
<p><b>Comment le genre a été intégré dans la période considérée ?</b>  Le genre a été pris en compte dans ce produit lors de la cartographie des groupes armés. Sur les 79 personnes impliqués, 57 ont été interviewés et 22 ont participé aux restitutions de validation des résultats <b>et 12 femmes ont participé</b>. La recherche a été suivie d'une restitution visant la validation des résultats de cette cartographie où sur 69 participants, 13 femmes ont participé à Beni et à Goma.</p>
<p><b>Produit 1.1.2 : Les priorités de la population pour améliorer la situation socio-sécuritaire sont connues par les parties prenantes</b></p>
<p><b>La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ?</b> Oui, les activités inscrites dans ce produit ont été réalisées. Il s'agit de l'organisation de quatre sessions de validation des résultats de la consultation lors de la RAP ainsi que de deux ateliers de restitution des résultats aux acteurs clés et aux différentes entités du territoire. A l'exception d'une activité de plaidoyer à Kinshasa qui a été empêchée suite à la déclaration de la pandémie de la COVID -9.</p>
<p><b>La consommation du budget est-elle en bonne voie ?</b> Oui, les fonds prévus pour ces activités ont été consommés. Sauf, celui destiné au plaidoyer à Kinshasa qui a été affecté pour la cartographie des groupes armés à Beni et Lubero suite à l'aménagement du plan de travail.</p>
<p><b>Comment le genre a été intégré dans la période considérée ?</b> Les résultats de la RAP ont été restitués à 171 personnes, dont 59 femmes. Cette restitution des résultats de la RAP était une occasion pour que les hommes et les femmes amendent, enrichissent et s'approprient les résultats issus de la recherche action participative.</p>
<p><b>Produit 1.1.3 : Le Dialogue est amorcé</b></p>
<p><b>La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ?</b> Oui, 40 séances de dialogues prévus selon le plan de travail ont été réalisées en 2019 et 2020. Les thématiques développées sont principalement : (1) l'analyse participative de la situation sécuritaire pour identifier les causes et les pistes des solutions, (2) la compréhension commune sur les limites des entités administratives dans le groupement de Baswagha Madiwe en secteur de Beni Mbau, (3) les questions identitaires dans la chefferie de Watalinga. Il est vrai qu'en mars 2020, les planifications des dialogues ont été perturbées suite à la situation sécuritaire et de la COVID-19 mais la situation a été rattrapée après une replanification des activités. Cela a permis d'atteindre la cible prévue.</p>
<p><b>La consommation du budget est-elle en bonne voie ?</b> Oui, la consommation du budget est en bonne voie. Il est vrai qu'au mois de mars, avril et mai 2020, les planifications des dialogues ont été perturbées suite à la situation sécuritaire et de la COVID-19 qui avait bloqué la consommation pendant trois mois. Après avoir mis en place des mesures de mitigation tel que le port des masques, la distanciation sociale, le lavage des mains, l'utilisation du gel et la réduction du nombre de participants ; les séances de dialogues avaient repris au mois de juin et les fonds destinés à cette activité ont pu être consommés.</p>
<p><b>Comment le genre a été intégré dans la période considérée ?</b> Les séances de dialogue qui ont eu lieu pendant la mise en œuvre du projet ont impliqué 1 879 participants, dont 608 femmes (soit 32,3%). S'agissant de la jeunesse de moins de 30 ans qui a participé aux dialogues, 194 (131 garçons et 63 filles) ont participé, soit 10,3 pour cent de participation de la jeunesse.</p>
<p><b>Produit 1.1.4 : La capacité à mener un dialogue inclusif et participatif est accrue parmi les parties prenantes</b></p>
<p><b>La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ?</b> Oui, cette activité a été réalisée à 100 pour cent en 2019. Il s'agit de deux ateliers de renforcement des capacités en faveur des acteurs locaux sur la facilitation des séances de dialogue démocratique. Tous les facilitateurs des groupes de dialogue ont reçu des notions suffisantes pour la facilitation des dialogues étant donné que c'est cette connaissance qui leur permet de faciliter actuellement les discussions au sein des plateformes des dialogues dans leurs communautés respectives.</p>
<p><b>La consommation du budget est-elle en bonne voie ?</b> Oui, le budget de cette activité a été réalisé à 100 pour cent car les deux formations ont consommé le budget prévu pour ces activités.</p>
<p><b>Comment le genre a été intégré dans la période considérée ?</b> Au total, 35 participants, dont 14 femmes membres des groupes de dialogue, ont été formés sur les techniques de facilitation des dialogues et sur la manière de mener le plaidoyer. Ces femmes ont redonné la confiance aux autres femmes au sein de la communauté de manière à les permettre à s'exprimer.</p>

<b>Résultat 1.2 : Des relations positives sont construites au niveau local à travers le renforcement de la confiance et la collaboration entre les communautés, les autorités (locales et provinciales) et les autres parties prenantes</b>
<b>Produit 1.2.1 : La sensibilité au conflit et à la prise des décisions informé par les priorités de la population est accrue parmi les autorités</b>
<b>La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ?</b> Oui, le plan a été mise en œuvre. Les activités de ce produit ont été réalisées comme prévu. Il s'agissait de séances de restitutions des résultats, des séances de dialogue auprès des membres du consortium et des différentes autorités politico-administratives du territoire de Beni. Aussi, l'organisation des réunions trimestrielles du groupe d'appui technique au programme (GAP) ont rassemblé des acteurs importants de la société civile et des autorités de la province.
<b>La consommation du budget est-elle en bonne voie ?</b> Oui, le budget a été consommé à 50 pour cent. Le reste des fonds qui étaient destinés au plaidoyer de Kinshasa ont été affectés pour renforcer les nouvelles activités recommandées par le gouvernement provincial notamment la construction de la mairie de Beni.
<b>Comment le genre a été intégré dans la période considérée ?</b> Au total, 11 femmes (3 jeunes et 8 adultes), sur 65 personnes, soit 17% pour cent, ont été impliquées à participer aux activités de de restitution des résultats des séances de dialogue.
<b>Produit 1.2.2 : La confiance entre les parties prenantes dans les zones conflictuelles est renforcée</b>
<b>La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ?</b> Oui, les activités de ce produit ont été réalisées. Il concerne l'étude Baseline et Endline du projet. L'étude Baseline a été menée en décembre 2018 et l'étude Endline a été menée en décembre 2020.
<b>La consommation du budget est-elle en bonne voie ?</b> Oui, le budget est consommé à 100%.
<b>Comment le genre a été intégré dans la période considérée ?</b> Dans sa stratégie de mise en œuvre, les prestataires de service avaient recruté 35 personnes, dont huit femmes comme enquêteurs et preneurs de note. Cette intégration des femmes, membres des communautés bénéficiaires a démontré l'intégration du genre dans l'étude de base ainsi que dans l'évaluation finale du projet.
<b>Résultat 1.3 : Les interventions de stabilisation sont conçues, harmonisées et coordonnées sur base des résultats du dialogue</b>
<b>Produit 1.3.1 : Les plans locaux de paix et de développement sont validés et des projets communautaires sont identifiés</b>
<b>La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ?</b> Oui, selon ce produit, les activités d'actualisation et la validation des plans locaux de paix et de développement (PLPD) ont été réalisées. Bien que seulement deux plans aient été actualisés et validés sur les trois prévus. Il s'agit des plans des secteurs de Beni Mbau et de Ruwenzori. Celui de la chefferie de Watalinga n'a pas été actualisé ni validé suite à la demande du ministre provincial du Plan et Stabilisation. Ce dernier avait indiqué le positionnement du PNUD pour apporter l'appui envisagé pour cette entité.
<b>La consommation du budget est-elle en bonne voie ?</b> Oui, le budget a été consommé pour les deux entités concernées à savoir les secteurs de Beni Mbau et de Ruwenzori. Le budget qui était prévu pour la chefferie de Watalinga a été utilisé en appui au pilier trois pour l'élaboration du plan des nouvelles entités notamment les communes rurales de Bulongo, Lume, Mangina et Oicha.
<b>Comment le genre a été intégré dans la période considérée ?</b> 12 femmes (soit 22%) sur 55 participants ont été impliquées dans l'actualisation et la validation des PLPD.
<b>Produit 1.3.2 : Les projets à base Communautaire sont mis en œuvre et suivis</b>
<b>La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ?</b> Le plan de travail a été perturbé au mois de mars, avril et mai 2020 suite la situation du COVID-19. Les matériaux de construction ont été bloqués à la frontière Ougando-congolaise. A cela s'est ajouté la rareté du dollars américains dans les banques locales qui avait influencé négativement la mise en œuvre du plan de travail car n'étaient pas en mesure de disposer de cash et d'exécuter les dépenses. Le projet avait bénéficié d'une autorisation spéciale du bailleur pour poursuivre les travaux restant jusqu'en septembre 2021 afin de permettre aux prestataires de finaliser les ouvrages communautaires.
<b>La consommation du budget est-elle en bonne voie ?</b> Oui, la consommation du budget est à 100 pour cent. L'amendement au contrat initié avait permis aux prestataires de consommer les fonds pour certains ouvrages. Les 10 pour cent de garantie de fonds restant a également été mis à la disposition des prestataires, avec autorisation du bailleur pour permettre aux prestataires d'achever les travaux.
<b>Comment le genre a été intégré dans la période considérée ?</b> Au total, 13 femmes (soit 32 %) sur 41 personnes, ont été sélectionnées comme membres des comités locaux pour assurer le suivi des travaux des ouvrages communautaires. Elles ont également été formées sur les outils de suivi et de rapportage.

<p>Parmi les cinq micro-projets à base communautaire, deux ont été également choisis par les jeunes et les femmes. Il s'agit des projets de la construction des hangars du marché central de Kalunguta en secteur de Ruwenzori et aussi, le projet de réhabilitation de la route de desserte agricole en groupement de Baswaga Madiwe en secteur de Beni Mbau.</p>
<p><b>Objectif Spécifique 2 : Conditions plus favorables pour la relance économique locale</b></p>
<p><b>Résultat 2.1 : La performance des fournisseurs des services fonciers est améliorée dans la zone prioritaire</b></p>
<p><b>Produit 2.1.1 : Les connaissances techniques de l'administration foncière sont renforcées</b></p>
<p><b>La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ?</b> Oui, les sessions de renforcements des capacités prévus en faveur des agents de l'administration foncière, de l'urbanisme, de l'agronome de territoire ont été réalisées. Il s'agit des formations en système d'information géographique (SIG), en médiation et planification foncière, en système d'information foncière (SIF), en traitement de données digitales ainsi que sur les notions de l'énumération et de la cartographie participative et d'alignement</p>
<p><b>La consommation du budget est-elle en bonne voie ?</b> Oui, le budget est consommé à 100 pour cent comme prévu conformément aux activités reprises ci haut.</p>
<p><b>Comment le genre a été intégré dans la période considérée ?</b> Afin d'améliorer le faible ratio de femmes parmi les hommes dans les services de l'administration foncière, le projet a intégré une session spécifique au genre dans toutes les formations de la composante foncière. Ceci a notamment permis aux participants de s'engager à participer à la promotion du genre dans leurs services respectifs. Sur 42 participants aux sessions, huit femmes ont été impliquées, soit 19 pour cent par rapport au nombre total de participants.</p>
<p><b>Produit 2.1.2 : Un système de gestion d'information foncière, coutumière et de l'administration foncière est mise en place dans la zone prioritaire</b></p>
<p><b>La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ?</b> Oui, les activités de personnalisation et de déploiement du système d'archivage et de gestion électronique des registres fonciers ainsi que celles de la personnalisation et déploiement du Social Tenurel Domel Model (la base de données coutumiers) ont été réalisées comme prévu.</p>
<p><b>La consommation du budget est-elle en bonne voie ?</b> Oui, le budget est consommé à 100 pour cent comme prévu conformément aux activités reprises ci haut.</p>
<p><b>Comment le genre a été intégré dans la période considérée ?</b> Assurer une participation équilibrée des hommes et des femmes dans cette activité a été quasiment difficile vu que la plupart des acteurs impliqués dans la prise de décision en matière foncière dans le territoire Beni sont des hommes. Néanmoins, les sessions tenues ont été l'occasion pour rappeler à l'autorité l'importance d'impliquer davantage les femmes dans la gouvernance foncière et le cercle de prise de décision au sein des institutions foncières et autres services étatiques.</p>
<p><b>Produit 2.1.3 : Un plan cadastral rural des terres / Concessions opérationnelles</b></p>
<p><b>La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ?</b> Oui, les activités de ce produit ont été réalisées comme planifié. Le registre foncier existant au niveau de l'administration foncière ainsi que dans les zones d'interventions du projet a été revu. Aussi, un atelier présentant la cartographie participative des entités administratives a été organisé. Au cours de cet atelier, les données géospatiales et cadastrales des concessions ont été analysées, traitées et validées au niveau communautaire, local et provincial.</p>
<p><b>La consommation du budget est-elle en bonne voie ?</b> Oui, les activités réalisées ont consommé les fonds comme prévu.</p>
<p><b>Comment le genre a été intégré dans la période considérée ?</b> Notons ici, que deux femmes seulement sur 60 participants ont pris part à un atelier qui a concerné le conflit entre la ville de Beni et territoire. Cette faible participation des femmes est dû au fait que ces dernières ne sont pas impliquées directement dans la prise de décision en matière foncière dans le territoire Beni. Au cours de cet atelier, le projet a fait cette observation et a rappelé une fois de plus aux autorités l'importance d'impliquer davantage les femmes dans la gouvernance foncière.</p>
<p><b>Produit 2.1.4 : Le plan d'usage des terres pour la sécurisation foncière est approuvé</b></p>
<p><b>La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ?</b> Oui, l'atelier de planification participative d'usage des terres entre les concessionnaires, les exploitants agricoles, forestiers, miniers et autorités politico-administratives a été réalisé en septembre 2020 ainsi que la numérisation des terres et énumération des plans cadastrales. Cependant, la cartographie visualisant les limites du parc des Virunga et le territoire de Beni n'a pas été réalisée car les fonds pour cette activité ont été affectés à la construction de la mairie de Beni.</p>
<p><b>La consommation du budget est-elle en bonne voie ?</b> Oui, le budget a été consommé bien qu'une partie de ces fonds aient été affectés à la construction du bâtiment administratif de la mairie de Beni.</p>

<p><b>Comment le genre a été intégré dans la période considérée ?</b> Au total, 56 personnes ont participé, dont huit femmes, ayant différents profils, entre autres, exploitants (forestiers, miniers et agriculteurs), chefs coutumiers, agents de l'Etat.</p>
<p><b>Produit 2.1.5 : Un comité inclusif d'appui à l'administration foncière dans la mise en œuvre des activités de sécurisation foncière est mis en place</b></p>
<p><b>La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ?</b> Oui, les membres des comités locaux de Paix et Développement (CLPD) des zones du projet ont bénéficié comme prévu au renforcement de leurs capacités pour le domaine foncier et d'un accompagnement technique dans la sensibilisation et la médiation en appui à l'administration foncière. Il sied de rappeler qu'avant le projet, les CLPD de chaque entité recevaient en moyenne un seul conflit foncier par mois pour la résolution des contentieux. A la suite des sensibilisations menées par le projet, en moyenne cinq conflits fonciers sont désormais documentés par mois, par les CLDP de chaque entité. Ainsi, au total le projet a documenté 59 conflits, dont 20 conflits qui ont été résolus.</p>
<p><b>La consommation du budget est-elle en bonne voie ?</b> Oui, le budget prévu pour ces activités de formation et accompagnement des CLPD a été consommé.</p>
<p><b>Comment le genre a été intégré dans la période considérée ?</b> Sur les 39 membres des CLPD qui ont été appuyés, 13 étaient des femmes, soit 33 pour cent. Et aussi, il a été observé une participation équilibrée des hommes et des femmes aux séances d'information et de sensibilisations sur la loi foncière afin de prévenir les conflits fonciers. La participation des femmes dans ces activités était de 42.5 pour cent.</p>
<p><b>Résultat 2.2 : L'accès aux marchés, aux crédits et à l'emploi rémunéré est maintenu et accru</b></p>
<p><b>Produit 2.2.1 : Les associations agricoles sont opérationnelles</b></p>
<p><b>La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ?</b> Les activités de ce produit ont été atteintes bien que certaines activités ont été stand-by, suite à l'insécurité dans les champs, avaient repris à Watalinga. Au total, 26 associations agricoles ont été accompagnées avec leurs membres en raison de 50 membres par association. Ils ont été formés et ont bénéficié des kits agricoles composés de semences maraichères, vivrières et outils aratoires.</p>
<p><b>La consommation du budget est-elle en bonne voie ?</b> Le budget prévu pour ce produit a été consommé. Tous les kits agricole, d'élevage et de réinsertion ont été achetés comme prévu.</p>
<p><b>Comment le genre a été intégré dans la période considérée ?</b> Toutes les associations agro-pastorales ont bénéficié d'un guide pour leur permettre d'intégrer la politique genre dans leurs activités. Un suivi quotidien de cette intégration du genre a été réalisé. Des formations sur le genre ont été organisées en faveur de membres des associations. Finalement, la stratégie genre du projet a été mise à jour et finalisée.</p>
<p><b>Produit 2.2.2 : La chaîne de valeur agricole est mise en place</b></p>
<p><b>La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ?</b> Les activités ont été réalisées à 100 pour cent comme prévu. Les chaînes de valeurs agricoles ont été mises en place et les formations diverses ont été organisées en faveur des associations agricoles notamment sur la gestion d'entreprise ainsi que des ateliers d'échanges ont été organisés avec les coopératives aux marchés. Le projet a également accompagné les membres des FFS (champ école paysan) à l'accès au crédit ainsi que la mise en connexion avec les marchés.</p>
<p><b>La consommation du budget est-elle en bonne voie ?</b> L'acceptation de la période d'extension sans coût a permis au projet d'absorber le retard accusé, surtout dans la zone de Watalinga.</p>
<p><b>Comment le genre a été intégré dans la période considérée ?</b> Les hommes, les femmes, les jeunes filles et jeunes garçons membres des communautés et des associations ont été associés dans tous les processus de mise en œuvre du projet notamment dans la sélection des chaînes de valeurs agricoles qui ont été mise en place. Au niveau de chaque maillon de la chaîne de valeur, ces derniers ont été impliqués dans les formations et autres activités organisées. Sur 2 530 personnes, 1 565 femmes ont été identifiées comme bénéficiaires des activités dans les filières agricole, élevage et piscicole. Au total, 41 femmes sur 122 bénéficiaires, ont été formées sur l'approche Champ Ecole Paysan (CEP), le genre et le youth ready.</p>
<p><b>Produit 2.2.3 : Les activités professionnelles des jeunes sont mises en place</b></p>
<p><b>La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ?</b> Les activités professionnelles des jeunes ont été réalisées à 100 pour cent. Au total, 432 jeunes sur 429 prévus ont terminé avec succès les formations professionnelles dans différentes filières économiques à savoir : la couture, la mécanique moto, la menuiserie et la coiffure. La cérémonie d'examen et de graduation des jeunes a eu lieu sous la houlette de la Division territoriale des Affaires Sociales, des autorités territoriales et provinciales. Les kits de réinsertion prévus leurs ont été remis à ce même moment.</p>
<p><b>La consommation du budget est-elle en bonne voie ?</b> La consommation du budget a été effective. Tous les kits de réinsertion socio-économique des jeunes ont déjà été achetés comme prévu.</p>

<p><b>Comment le genre a été intégré dans la période considérée ?</b> Sur 432 jeunes ayant fini les formations professionnelles en métiers, 242 étaient des filles. Elles ont aussi bénéficié de kits d'hygiène féminine.</p>
<p><b>Produit 2.2.4 : La qualité des services techniques de l'Etat en charge des Mines et autres parties prenantes est améliorée</b></p>
<p><b>La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ?</b> Les différentes activités sous ce produit ont été réalisées. Il s'agit des renforcements des capacités des autorités locales, les services techniques étatiques, et même des organisations de la société civile et des acteurs économiques sur les mécanismes de traçabilité et de certification des minerais.</p> <p>De plus, le projet a facilité la mise en place du Comité Local de Suivi du secteur minier au territoire de Beni (CLS-Beni). Des réunions mensuelles de ce comité ont été suivies et accompagnées.</p>
<p><b>La consommation du budget est-elle en bonne voie ?</b> Les fonds prévus pour ces activités ont été consommés.</p>
<p><b>Comment le genre a été intégré dans la période considérée ?</b> En dépit de la faible représentativité des femmes dans les organisations minières et institutions publiques, la présidente de la société civile du territoire de Beni a été associée pour la mise en place du CLS-Beni. De plus, elle a été retenue parmi les 17 membres du CLS-Ben. Etant membre du CLS-Ben, elle a été formée sur le mécanisme de certification et de traçabilité des minerais.</p>
<p><b>Produit 2.2.5 : Une chaîne d'approvisionnement pilote de traçabilité de l'Or (exploitation artisanale) est mise en place</b></p>
<p><b>La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ?</b> Le plan de travail a été réaménagé en 2020 suite à la COVID-19. De plus, les activités prévues dans le plan de travail réaménagé ont été réalisées à 100 pour cent. Il s'agit de : (1) l'identification des sites miniers artisanaux économiquement viables avec l'identification et la validation de 17 sites miniers sur les six sites prévus. La situation géographique (proximité et accessibilité des sites miniers) et sécuritaire à faciliter la mise en œuvre de cette activité, (2) la mise en place d'une stratégie pour le rapportage des incidents sécuritaires dans des chaînes d'approvisionnement. La plateforme « <i>Kufatilia</i> » a été sélectionnée pour déploiement à Beni, permettant aux organisations de la société civile participantes de signaler et de suivre les incidents dans le secteur minier, (3) le renforcement des capacités des coopératives minières sur la traçabilité des minerais et leur accompagnement à des réunions statutaires (mise en place des statuts).</p>
<p><b>La consommation du budget est-elle en bonne voie ?</b> Les fonds prévus pour ces activités ont été consommés.</p>
<p><b>Comment le genre a été intégré dans la période considérée ?</b> La présidente de la société civile du territoire de Beni a été impliquée dans l'identification et la sélection des organisations locales pour la mise en place du plan de rapportage et de suivi des incidents sécuritaires. Relativement à cette activité, cinq femmes sur 20 participants, ont été formées sur la traçabilité de l'Or et feront partie des équipes de sensibilisation dans et autour des sites miniers, afin de lutter contre l'exploitation minière illégale.</p>
<p><b>Produit 2.2.6 : Les AGR sont opérationnelles</b></p>
<p><b>La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ?</b> Les formations techniques et professionnelles de 515 bénéficiaires ont été achevées dans les zones de retour ainsi que l'identification de 115 personnes vulnérables a été réalisé comme planifié. Les kits AGR prévus ont été remis aux bénéficiaires après la formation.</p>
<p><b>La consommation du budget est-elle en bonne voie ?</b> Les kits AGR ont été achetés et distribués.</p>
<p><b>Comment le genre a été intégré dans la période considérée ?</b> Au total, 358 femmes sur 515 personnes vulnérables dans les zones de retour ont bénéficié de la formation technique et professionnelle. Aussi, 12 femmes éducatrices/formatrices au métier sur les 34. Elles ont été sélectionnées sur la base de leur dévouement et de leurs capacités à créer des AGR.</p>
<p><b>Objectif Spécifique 3 : Reddition de comptes (à travers des mécanismes) des institutions étatiques améliorées envers les femmes, jeunes femmes, jeunes hommes et hommes des communautés</b></p>
<p><b>Résultat 3.1 : Les expériences locales sont prises en compte au niveau provincial enfin d'en assurer la durabilité</b></p>
<p><b>Produit 3.1.1 : Renforcement des structures au niveau provincial</b></p>
<p><b>La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ?</b> Les formations /ateliers de renforcement des capacités prévus ont été effectivement réalisés en faveur des membres des comités locaux de paix et développement, des membres de la Cellule de Paix et développement du Groupement et Cellule Provinciale d'Appui à la Pacification. Des thèmes sur le leadership, la transformation et la médiation des conflits ont été développés lors de ces formations.</p>

<p><b>La consommation du budget est-elle en bonne voie ?</b> Le budget prévu pour ces activités a été consommé.</p>
<p><b>Comment le genre a été intégré dans la période considérée ?</b> Les membres des CLPD ont bénéficié des séances de coaching au cours desquels les thématiques liées à la participation équilibrée des hommes, des femmes et jeunes ont été abordées. Ceci pour les conscientiser à utiliser les politiques du genre dans toutes leurs actions.</p>
<p><b>Produit 3.1.2 : Amélioration de la collaboration entre les structures provinciales et les services étatiques au niveau local</b></p>
<p><b>La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ?</b> Les activités de rapprochement et des tables rondes provinciales en appui au processus de stabilisation à Beni ont été organisées tout en impliquant le gouvernement provincial, l'assemblée provinciale, les chefferies, les groupements, la Police Nationale Congolaise (PNC), les Forces Armées de la RDC (FARDC).</p>
<p><b>La consommation du budget est-elle en bonne voie ?</b> Le budget prévu pour ces activités a été consommé ) à 100 pour cent.</p>
<p><b>Comment le genre a été intégré dans la période considérée ?</b> Les besoins des femmes et des jeunes ont été pris en compte lors de l'identification des priorités des entités territoriales décentralisées (ETD) et les femmes ont été intégrées pour participer aux séances d'élaboration participative du budget des ETD. Elles ont également été sélectionnées comme des animatrices des CLPD.</p> <p>Aussi, dans les différentes activités organisées, le projet a porté une attention particulière au respect de l'équilibre du genre. Lors de la première année, l'implication des femmes dans les activités axées sur la gouvernance sécuritaire et à la restauration de l'autorité de l'Etat était très faible, mais une participation relativement améliorée des femmes a été observée en 2020. Cibler, inviter, approcher directement les femmes pour les conscientiser à participer ont été des techniques utilisées pour accroître et améliorer la participation féminine dans les activités. Les femmes et jeunes sont de plus en plus impliqués dans la gestion des ETD à travers les CLPD et CLSP. Cette amélioration peut être observée dans les nouvelles communes / ETD de Bulongo, Lume et Oicha qui ont été particulièrement ciblées par le projet.</p>
<p><b>Produit 3.1.3 : Le projet de construction du bâtiment administratif de la mairie est suivi et réalisé</b></p>
<p><b>La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ?</b> Les travaux sont complètement achevés bien que le plan ait été perturbé par les manifestations organisées à Beni du 31 mars au 18 avril 2021, par les groupes de pression contre certaines Organisations Internationales et des Nations unies. La cérémonie officielle de remise du bâtiment a eu lieu le 22 septembre 2021 à Beni en présence du Gouverneur Militaire de la province du Nord Kivu.</p> <p>Ensuite, l'atelier de clôture a été organisé le 23 septembre 2021 dans un contexte très particulier « état de siège » - où depuis le mois de mai 2021, toutes les autorités provinciale et locales (gouverneur, maire, bourgmestre) ont été remplacées par une nouvelle administration militaire et policière.</p>
<p><b>La consommation du budget est-elle en bonne voie ?</b> Le budget prévu pour ces activités est consommé à 100 pour cent .</p>
<p><b>Comment le genre a été intégré dans la période considérée ?</b> Parmi les membres du comité de suivi des travaux, deux femmes respectivement représentantes de la société civile et du STAREC Beni ont participé aux réunions et visites du chantier. Aussi, lors de la sélection de la main d'œuvre locale dans le chantier, l'aspect genre a été pris en compte. Au total, 42 jeunes (garçons et filles) ont été sélectionnés dans les quatre communes qui composent la ville de Beni (Mulekera, Beu, Bungulu et Ruwenzori). Cette sélection s'est faite de manière transparente sur base de la méthode de tirage au sort. Sur les 42 jeunes, 15 ont été sélectionnés comme des maçons spécialisés et 27 comme des assistants maçons, dont 16 garçons et 11 filles.</p>
<p><b>Résultat 3.2 : Les rôles et responsabilités des services étatiques (PNC et ETD) sont compris et acceptés et mise en œuvre</b></p>
<p><b>Produit 3.2.1 : Les agents de l'état et les autorités coutumières ont des meilleures connaissances sur leurs rôles et responsabilités</b></p>
<p><b>La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ?</b> L'insécurité dans la zone du projet et la pandémie de la COVID-19 a influé la planification de certaines activités du produit. Des mécanismes de réadaptation de ces activités ont été mis en place pour qu'elles soient réalisées tout en respectant les normes sanitaires en vigueur</p>
<p><b>La consommation du budget est-elle en bonne voie ?</b> Le budget prévu pour ces activités a été consommé.</p>
<p><b>Comment le genre a été intégré dans la période considérée ?</b> Une trentaine des femmes policières ont participé aux séances de sensibilisation réalisées par les comités de base au niveau de la police (CDB). Ces comités ont orienté leurs activités de sensibilisation dans les zones ayant connues une recrudescence d'acte</p>

de violation des droits à l'encontre des femmes et des jeunes filles, notamment auprès des tenanciers des maisons de tolérance qui exploiteraient abusivement les filles mineures.
<b>Produit 3.2.2 : Les communautés ont accès à l'information sur les services étatiques et ont l'opportunité de demander des comptes</b>
<b>La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ?</b> Il est vrai que le dynamisme de l'insécurité dans nos zones d'intervention, l'apparition de la pandémie de la COVID-19 obligeant le gouvernement à décrété l'État d'urgence n'ont pas permis la réalisation de toutes les activités planifiées notamment les ateliers de réflexion entre autorités coutumières et acteurs de la stabilisation. Néanmoins, d'autres activités prévues dans ce produit ont été réalisées. Il s'agit notamment des activités conjointes de rapprochement entre les populations civiles et les forces de sécurité et aussi entre les gouvernés et gouvernants dans les zones d'interventions du projet.
<b>La consommation du budget est-elle en bonne voie ?</b> Le budget pour les activités de ce produit a été consommé. Le budget des activités non réalisées a été utilisé pour renforcer les activités réalisées.
<b>Comment le genre a été intégré dans la période considérée ?</b> Au total, 389 femmes et filles ont participé aux activités de rapprochement et des projections cinéma mobile. Les émissions tables ronde radiophoniques réalisées ont abordé les sujets liés à la participation des jeunes et des femmes dans les initiatives de paix et développement des milieux ruraux. Au total, 321 soit 78 pour cent des femmes ont déclaré avoir acquis des connaissances sur le rôle et responsabilités des services et acteurs étatiques et ont déclaré avoir un meilleur accès à l'information, contre 69 pour cent (882/1280) pour les hommes.
<b>Produit 3.2.3 : Les acteurs de sécurité améliorent leurs contributions aux mécanismes locaux d'éveils et d'alerte précoce (Early warning)</b>
<b>La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ?</b> Des matinées de protection ainsi que de renforcement de la plateforme existante des unités de la protection civile ont été réalisées en faveur des communautés bénéficiaires du projet.
<b>La consommation du budget est-elle en bonne voie ?</b> Le budget planifié a été consommé pour ces activités de matinée de protection civile.
<b>Comment le genre a été intégré dans la période considérée ?</b> La coordination de la protection civile mise sur la participation des hommes et de femmes dans la gestion des alertes précoces. Des femmes et jeunes filles ont été ciblées pour intégrer la composition des observateurs communautaires et volontaires de la protection civile.
<b>Produit 3.2.4 : Des plans locaux de sécurité sont opérationnels</b>
<b>La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ?</b> Les activités d'actualisation, d'élaboration et de validation des plans locaux de paix et de développement (PLPD) ainsi que des plans locaux de sécurité de proximité (PLSP) ont été réalisées comme prévu. Au total, 13 plans locaux élaborés et validés dont six PLPD et sept PLSP. Il s'agit des plans des entités territoriales décentralisées (ETD) suivantes : des Secteurs de Beni-Mbau et Ruwenzori, ainsi que des Communes rurales d'Oïcha, Mangina, Bulongo, watalinga et Lume.
<b>La consommation du budget est-elle en bonne voie ?</b> Le budget planifié a été consommé
<b>Comment le genre a été intégré dans la période considérée ?</b> Les CLSP ont fait participer les jeunes et femmes dans la mise en œuvre des mini-projets de sécurité de proximité. Les besoins des femmes ont été prises en compte dans le processus d'élaboration de ces Plans Locaux dans les secteurs de Beni-Mbau et Ruwenzori, ainsi que les communes rurales d'Oïcha, Mangina, Bulongo, Watalinga et Lume.

## 2.3 Défis et mesures de mitigation

<b>2.3.1 Défis principaux rencontrés</b>
<b>Décrivez les principaux défis vous avez rencontré au cours de la période couverte par ce rapport (1/2 page max)</b>
Durant toute la période de mise en œuvre, le projet a rencontré différents défis liés principalement à : <ul style="list-style-type: none"> <li>• La recrudescence de l'insécurité et l'impraticabilité sur certains axes du projet suite à la présence ou aux attaques régulières des ADF (ex. la chefferie de Watalinga). Certains axes qui étaient auparavant relativement sécurisés (ex. axe Kasindi) ont été aussi affectés, au cours de cette année 2020, par des embuscades tendues par les groupes armés Mai-Mai et les présumés ADF. Ceci a</li> </ul>

perturbé la mise en œuvre des activités du projet qui étaient planifiées dans cette zone. Aujourd'hui, 70 pour cent du territoire de Beni est dans une insécurité grandissante, ne permettant pas aux équipes du projet de se déplacer facilement ;

- En 2018 et 2019, la crise humanitaire créée par l'épidémie d'Ebola ;
- En mars 2020, le projet a connu la suspension momentanée de toutes les activités de masse suite à l'annonce des mesures d'urgence sanitaire (COVID-19). Quelques-unes ont repris à partir du mois de mai 2020, en mettant en place des mesures de mitigation des risques tels que le port des masques, la distanciation sociale pendant les activités, le lavage des mains, la réduction du nombre de participants de sorte de ne pas dépasser 20 personnes. Cette gymnastique requiert une mobilisation additionnelle en termes de temps, d'énergie et de moyens financiers.
- En outre, la construction de la mairie de Beni s'est avérée être un grand défi pour le projet. Cette activité n'était pas prévue dans le projet initial, toutefois le bâtiment avait été détruit par des manifestants en novembre 2019. Sur demande de l'autorité provinciale certaines activités au profit de la construction du bâtiment administratif de la mairie de Beni ont été ajoutées.

<b>2.3.2 Défis et mesures de mitigation</b>	
<b>Défis</b>	<b>Mesures de mitigation</b>
La recrudescence de l'insécurité et l'impraticabilité dans certains axes du projet.	Le suivi de la situation sécuritaire à travers UNDSS et auprès des leaders locaux a permis à l'équipe du projet de s'imprégner régulièrement de la situation et de se rendre sur le terrain. Par ailleurs, la stratégie de partenariat avec les structures de base, notamment les Groupes de dialogue permanent, les associations paysannes, les ONG locales et leurs efficacités ont permis de surmonter cette difficulté et de réaliser certaines activités sans la présence de l'équipe du projet.
La suspension momentanée de toutes les activités de masse suite à l'annonce des mesures d'urgence sanitaire (COVID-19)	Les activités ont été réalisées en mettant en place des mesures de mitigation telles que le port du masque, la distanciation sociale, le lavage des mains, l'utilisation du gel hydroalcoolique et la réduction du nombre de participants (20 personnes par séance jusqu'à l'atteinte de la cible).
La restriction des mouvements vers Kinshasa suite à la COVID-19 a bloqué certaines activités du projet, notamment celle liées aux actions de plaidoyer au niveau central.	Des contacts ont été réalisés avec certains décideurs à distance par téléphone et des réunions par vidéo conférence ont été menées.
La pandémie de la COVID-19 (fermeture de la frontière ougandaise) a eu un impact sur la fluctuation du taux de change, l'augmentation des prix des matériaux de construction, la rareté des matériaux et la carence en dollars dans les banques locales pour les constructions des ouvrages à base communautaire et des travaux des mini-projets de paix.	Il a été demandé aux prestataires de mener une étude de marché pour analyser les prix et lister les matériaux qui ont subi une hausse des prix. Il a également été demandé aux prestataires de faire des stocks pour faire face aux éventuelles hausses et pénuries.
Mobilité/déplacement des populations bénéficiaires du projet suite aux attaques ADF dans certains sites (ex. villages Kamango et Kilya)	Bien que ce défi ait mobilisé plus d'énergie, de temps et de moyens financiers, les activités de formations ont été organisées progressivement par étape et par groupe au fur et à mesure que les bénéficiaires retournaient dans leur village
Rotation fréquente des agents de la Police Nationale Congolaise alors que certains avaient déjà bénéficié des formations et des activités de sensibilisation dans les zones du projet. Ces agents ont souvent été relevés par des nouveaux agents qui	Des activités de sensibilisation additionnelles ont été organisées bien que cela ait mobilisé du temps, des moyens financiers et de l'énergie supplémentaire.

n'ont pas bénéficié des formations ou des activités de sensibilisation ; phénomène impactant la pérennisation des acquis du projet	
Accès difficile à Watalinga pour réaliser le suivi des activités à la suite de la fermeture de la frontière Ougandaise suite à la COVID-19	Certaines activités de suivi ont été réalisées par les bénéficiaires eux même. Par exemple : les membres de GDP ont facilité les séances de dialogue et aussi les comités de suivi mise en place par le projet ont assuré le suivi des projets intégrateurs de paix ainsi que des projets communautaires.
L'activisme des groupes de pression Lucha, Véranda Mutsanga a aussi occasionné des journées sans mouvement dans les grandes agglomérations empêchant ainsi les déploiements des équipes sur le terrain.	Le plan de travail a été réaménagé et ces activités ont été organisées plus tard par les équipes du projet.
Résistance de la population à adhérer à la numérisation (la prise des données géospatiales des parcelles des populations en vue de les encoder dans le système numérique installé au niveau de la circonscription foncière) suite aux expériences antérieures des migrations d'ethnies Rwandophones pour occuper les terres du peuple Nandé et la diabolisation de la numérisation par certains politiciens et élus du territoire qui manipulent la population afin de gagner leur sympathie et espérer une réélection lors des prochaines législatives.	Implication des acteurs provinciaux (le ministre des Affaires Foncière du Nord-Kivu, les élus du territoire de Beni) et de groupes de pression, constitués essentiellement des jeunes qui ont été sensibilisés et conscientisés les communautés. La communauté a été invitée à passer au bureau de l'Administration Foncière pour visualiser le plan cadastral numérique et y apporter des corrections en cas de besoin.
Insécurité et inaccessibilité de certains bénéficiaires dans leurs champs, en chefferie de Watalinga et dans le secteur de Ruwenzori.	Pour éviter les enlèvement/kidnapping des bénéficiaires dans les champs éloignés, le projet a mis en œuvre des activités maraichères et de petit élevage, ces dernières sont organisées dans les agglomérations tout autour des maisons. .
Perturbation climatique observée avec comme conséquence la destruction des cultures.	Des formations ont été organisées en faveur des agriculteurs pour leur permettre de maîtriser certaines techniques améliorées permettant de faire face aux perturbations climatiques.
L'ajout de la construction du bâtiment administratif de la mairie de Beni au projet.	Certaines activités du projet ont été supprimées au profit de la construction du bâtiment administratif de la mairie de Beni.

### 2.3.3 Actions correctrices face au retard de mise en œuvre (le cas échéants)

**Décrivez comment le projet a l'intention de poursuivre les activités comme prévu dans le plan de travail et remédie à d'éventuels retards ou lacunes budgétaires.**

Pour corriger les retards connus dans la mise en œuvre, le projet a initialement sollicité une première extension sans coût pour une période de six mois, de juillet à décembre 2020, afin de poursuivre et de parachever les activités restantes puis une seconde extension de neuf mois, de janvier à septembre 2021, pour achever la construction du bâtiment administratif de la mairie de Beni.

La demande d'extension sollicitée a été accordée. Le projet a ensuite tenu une série de réunions de mise au point et d'adaptation pour élaborer une nouvelle planification des activités et du budget avec les membres du consortium, les autorités provinciales, SSU et le STAREC. Cette nouvelle planification a bien pris en compte les besoins prioritaires identifiés par le Gouvernement provincial, soit la construction de la mairie de Beni et l'élaboration de la cartographie des groupes armés. Ces séries de réunions de mise au point ont également permis de remédier à d'éventuels retards. Le projet a convenu avec les autorités locales, en dépit du COVID-19, de poursuivre les activités tout en respectant les gestes barrières et autres mesures sanitaires imposées par la pandémie.



## Partie 3 - Éléments contextuels et transversaux

### 3.1 Contexte et engagement politique

#### 3.1.1 Contexte

Depuis le lancement des opérations militaires contre les ADF, l'insécurité est devenue grandissante avec plus de 910 civils massacrés et une centaine des personnes kidnappées. Cette situation a entraîné un déplacement massif de la population dans certaines zones du projet, notamment dans la chefferie de Watalinga et en secteur de Ruwenzori. Les populations de ces zones se sont déplacées, pendant plus de deux mois, de Kamango (zone du projet) vers Nobili (Centre commercial) dans la chefferie de Watalinga ; mais aussi depuis les villages de Kilya et Nzenga (zones du projet) vers Bulongo (commune rurale), en secteur de Ruwenzori. Cela a conduit à la suspension momentanée de certaines activités dans ces parties du territoire. Aussi, il a été enregistré des cas d'enlèvement et de tueries de cinq bénéficiaires du projet ainsi que des destructions de leurs kits AGR dotés par le projet.

La situation sécuritaire s'est améliorée en chefferie de Watalinga depuis la fin du mois d'avril 2020 avec l'observation d'un retour progressif des autorités locales et de la population. Toutefois, en secteur de Ruwenzori, malgré qu'une accalmie ait été observée en fin décembre 2020, la situation s'est depuis empirée.

Aussi, la pandémie de la COVID-19 a affecté la mise en œuvre du projet. La rareté des matériaux de construction et des billets de banques (dollars américains) dans des banques locales a ralenti les travaux de construction des mini-projets de paix et des infrastructures communautaires.

La fermeture des frontières entre la RDC et l'Ouganda imposée par la pandémie de la COVID-19 a accentué les problèmes d'accessibilité vers la chefferie de Watalinga. La route de transit par l'Ouganda était le seul axe sécurisé permettant à l'équipe du projet d'atteindre Watalinga par la route. Cette fermeture a considérablement perturbé la mise en œuvre et l'atteinte des objectifs du projet. C'est pourquoi, certaines activités ont été réorientées dans les zones restées accessibles sur le plan physique et sécuritaire. Hormis la situation sécuritaire restée précaire, la pandémie de COVID-19 a donc amplifié la complexité d'accès et d'intervention dans la chefferie Watalinga. Cette situation a négativement impacté la planification et la réalisation des activités dans la zone prioritaire du projet.

De plus, le gouvernement provincial, à travers le Ministère du Plan, a demandé au projet de sursoir le processus de révision et d'actualisation du Plan Local de Paix et de Développement (PLPD) et l'appui au CLPD de la chefferie de Watalinga. L'autorité provinciale a indiqué le positionnement du PNUD avec un projet aligné, qui était déjà très avancé, pour apporter l'appui envisagé pour cette ETD.

#### 3.1.2 Engagement politique

Le projet, à travers **sa composante dialogue démocratique**, s'est engagé à redynamiser et renforcer les capacités des structures communautaires, notamment les GDP et CLPD. Ces structures, avec l'appui des autorités locales, sont maintenant bien outillées pour contribuer à garantir la mise en œuvre des actions de cohésion sociale et de développement local dans les zones du projet.

Le projet s'est engagé auprès des communautés et autorités locales de mettre à leur disposition des infrastructures de base viable notamment des écoles, le bâtiment administratif de la mairie de Beni, les paillotes de paix, les hangars du marché, la route de desserte agricole, des sources d'eau potable, des espaces de jeux pour les jeunes et d'autres ouvrages d'intérêts communautaires. A leur tour, les autorités coutumières, territoriales et provinciales ont pris l'engagement d'en faire bon usage.

Grâce aux plaidoyers menés par le projet auprès des autorités politiques et militaires, un engagement a été pris par ces derniers de : (1) renforcer en nombre et en logistique les troupes militaires et de la police dans les villages *d'Halungupa, Ulebo, Ntoma, Kinyambahoro, Tsotsora, Loselose, Mangomba, Vwerere et Bahatsa* en vue de riposter aux assauts meurtriers et chroniques des présumés ADF ; (2) remplacer des agents de services spécialisés ayant longtemps travaillé dans ces zones citées, accusé de complicité avec les ADF, notamment les agents de l'ANR et de la PNC ; (3) renforcer les mécanismes de vigilance communautaire par l'entremise des chefs des villages et autres forces vives locales en instaurant ou renforçant un système de parade civilo-militaire régulier. L'administrateur du territoire de Beni a ensuite promis de favoriser les mariages civilo-militaire en vue de renforcer cette collaboration entre ces deux groupes.

Toujours dans le même cadre, la MONUSCO s'est également engagée à appuyer en logistique et à accompagner les FARDC dans les opérations de traque des ADF par l'entremise de la brigade d'intervention (FIB) pour éradiquer l'insécurité.

Pour les activités de **la composante « Mines »**, le projet a entrepris des correspondances et séances de travail avec le ministère provincial ainsi que le service technique des mines, à l'issue desquels, le Ministère provincial des Mines a réitéré son engagement à accompagner, tant sur le plan technique que politique, la mise en œuvre et la pérennisation des acquis du projet. Avec cet engagement, le projet a facilité à travers le ministère provincial des Mines, la mise en place d'un comité local de suivi des activités minières en territoire de Beni. Cette structure étatique a pour rôle d'appuyer à la bonne gouvernance du secteur minier, la consolidation de la paix et à la stabilisation. C'est un mécanisme durable dans le processus amorcé pour la réglementation du secteur minier artisanal à Beni. L'implication de la société civile dans le rapportage et le suivi des incidents dans et autour des sites miniers a également été un ancrage initié pour une diligence durable dans la zone : désormais les organisations de la société civile ayant été formées sur la diligence (lutte contre l'exploitation illégale des ressources naturelles à travers le rapportage et suivi des incidents) sont déjà constituées en groupe thématique pour la suite.

Pour pérenniser les interventions de **la composante foncière** dans le territoire de Beni, un accord de coopération a été signé avec le Ministère Provincial des Affaires Foncières pour permettre, entre autres, de mobiliser les autorités locales dans le suivi du processus de la mise en place d'un système d'information foncière moderne (SIF). Un mécanisme de coordination d'acteurs fonciers a été mise en place par le projet pour améliorer la collaboration et la cohabitation entre l'administration foncière et les acteurs informels de gestion de la terre (chefs coutumiers, peuples autochtones, CLPD, chefs des ETD, etc.).

Il a été noté, un engagement des députés provinciaux et ministres provinciaux à accompagner la mise en œuvre dans les différentes activités, essentiellement pour la numérisation, la cartographie des entités administratives. Leurs significatives contributions a marqué l'avancement positif et l'atteinte des résultats.

A travers **le pilier restauration de l'autorité de l'état**, les Ministres de l'intérieur et du Plan se sont engagés à poursuivre les discussions sur la création des fonds du CLSP par le gouvernement provincial. La société civile de Beni s'est montrée engagée dans sa participation à faire une large socialisation des activités de ce pilier. Les séances de l'établissement de l'état des lieux, de redynamisation, de formation des membres de CLPD ainsi que la révision, l'actualisation, l'élaboration et la validation des Plans Locaux de Développement des ETD ont contribué à la volonté du gouvernement provincial à contribuer aux efforts de développement, dans ces milieux où les massacres continuent de persister. Ces plans ont été produits et soumis au gouverneur provincial pour avis de conformité. Ces plans ont déjà été soumis verbalement au niveau de l'ensemble provincial. Par ailleurs, gouvernement provincial est en train d'étudier l'éventualité de prendre en compte les besoins repris dans ces plans dans l'exercice budgétaire à venir. .

Enfin, le gouverneur militaire et le maire policier se sont engagés à faire bon usage du bâtiment administratif de la mairie de Beni. De plus, le gouvernement provincial a convenu d'apporter sa contribution financière à la construction de cet édifice en équipant les bureaux en mobilier.

### 3.2.Coordination avec les autres interventions de stabilisation

Effort de coordination	Partenaire de la stabilisation
<p>Des efforts de coordination ont été entrepris avec d'autres partenaires de la stabilisation par le biais de réunions de coordination humanitaire organisées par OCHA. Le consortium a partagé avec la communauté humanitaire de Beni, les réalisations ainsi que les activités à mettre en œuvre dans la zone pour éviter les duplications. Le projet a également participé aux différentes réunions des clusters sectoriels pour échanger sur les interventions des uns et des autres (cluster sécurité alimentaire, cluster protection).</p> <p>Le projet a également échangé avec communauté humanitaire et les acteurs de développement sur les résultats des avancées des dialogues démocratique. Ceci a permis, d'une part, de comprendre les dynamiques des conflits dans les zones où ils interviennent et d'autre part, de se positionner et d'orienter leurs actions en fonction des priorités qui ont été soulevées durant les séances de dialogues.</p> <p>Aussi, le projet a partagé les informations sur les incidents de violation des droits de propriété (fonciers) des communautés et a renseigné sur les tendances de la typologie des conflits fonciers dans les zones cibles du projet.</p>	<p>OCHA / Communauté humanitaire de Beni</p>
<p>Le gouvernement provincial, à travers son Ministère du Plan, a demandé au consortium de coordonner ses actions avec le PNUD. En effet, ce dernier met aussi en œuvre un projet de stabilisation dans la chefferie de Watalinga. Après harmonisation, il a été demandé au projet de sursoir le processus de révision et d'actualisation du PLPD ainsi que l'appui au CLPD de cette entité. L'autorité a indiqué le positionnement du PNUD, qui était déjà très avancé, pour apporter l'appui envisagé pour cette ETD. Ceci a permis à l'OIM d'éviter la duplication.</p>	<p>PNUD / Renforcer le leadership des jeunes et des femmes / KOICA/COREEN</p>
<p>Dans sa composante mines, le projet a entrepris des réunions d'harmonisation, sous le lead du ministère des mines, avec l'ONG PACT qui débutera sous peu un projet dans les sites miniers identifiés par le projet. Cette collaboration a permis de coordonner les actions et d'éviter les duplications dans la même zone. Par exemple, une réunion d'harmonisation a été organisée sous le lead de l'OIM avec le <u>projet Sustainable Mine sites Validation (SMSV-PACT)</u> sur les modalités pratiques de coordination des activités de reportage et de suivi des incidents sécuritaires dans les sites miniers.</p> <p>Aussi, le projet a tenu plusieurs réunions de travail avec le projet SMSV exécuté par PACT pour appuyer conjointement les missions de qualification et de validation de 17 sites miniers en territoire de Beni. Ceci a permis de limiter considérablement le financement des groupes armés à travers l'exploitation illégale des minerais,.</p>	<p>PACT/SMSV/USAID</p>
<p>Le projet a participé aux différentes réunions et ateliers organisés par le STAREC, SSU, les ministères provinciaux du Plan, de Mines, des Affaires foncières, ... Aussi, le STAREC et SSU ont été approchés pour participer dans plusieurs activités du projet (visites de terrain, séance de dialogue, ateliers, projection cinéma mobile, etc...).</p> <p>Enfin, toujours dans le cadre de coordination, le projet a été invité par le STAREC a présenté le progrès des activités, à l'intention des membres du gouvernement</p>	<p>STAREC, SSU et Ministères provinciaux</p>

provincial, lors de l'atelier d'information tenu sur la mise en œuvre du programme de stabilisation.	
Des réunions régulières ont été organisées avec la section des affaires civiles de la Monusco Beni pour échanger sur le contexte de la zone, les différentes réalisations du projet ainsi que les défis rencontrés dans la mise en œuvre.	Affaires Civiles/MONUSCO

### 3.3. Renforcement de capacité des acteurs nationaux et locaux

<p><b>Avez-vous effectué un renforcement des capacités (aspects techniques, gestion de projet, suivi-évaluation, genre, planification, reporting, etc.) des partenaires nationaux et locaux (gouvernementaux et non gouvernementaux) non prévu dans votre programmation ?</b></p> <p>Non.</p>
<p><b>Avez-vous identifié des besoins de renforcement des capacités nationaux et locaux (aspects techniques, gestion de projet, suivi-évaluation, genre, planification, reporting, etc) de partenaires (gouvernementaux et non gouvernementaux) ?</b></p> <p>Comparativement à d'autres territoires du Nord-Kivu, Beni n'avait auparavant jamais connu de projet d'appui à la bonne gouvernance du secteur minier. C'est pourquoi, des séances supplémentaires de renforcement des capacités des acteurs sont nécessaires. De manière globale, ce besoin a été exprimé par les parties prenantes lors de la mise en place du CLS-Beni.</p> <p>Aussi, les animateurs des ETD, des CLPD et des CLSP ont besoin de renforcer leurs capacités sur la gestion des projets communautaires de paix, sécurité et développement. Ils ont également besoin de renforcer leurs capacité en planification, suivi et évaluation des projets.</p>

### 3.4 Intégration de l'approche genre dans le projet

<p><b>Dans quelle mesure l'approche genre a été mise en œuvre dans votre projet ?</b></p> <p>L'implication des hommes comme des femmes a été effective dans la mise en œuvre du projet.</p> <p>Dans sa <b>composante dialogue démocratique</b>, le projet a évalué à 50 pour cent la participation des femmes. De plus, les femmes et les jeunes majoritairement victimes des massacres, des atrocités et viols dans les champs, ont été impliqués dans l'élaboration des plans de plaidoyer afin de s'assurer que leurs revendications soient prises en compte.</p> <p>Il est bon de souligner que les points de vue des femmes et des hommes ont été pris en compte dans les différentes activités au même titre d'égalité.</p> <p>Par exemple :</p> <p>(1) 608 femmes sur 1 879 personnes (soit 32,3%) ont participé aux dialogues organisés en 2019 et 2020 et leurs points des vues ont été priorisés.</p> <p>Cependant, il faut noter que, l'engagement des femmes dans les activités en tant qu'actrices de paix reste encore un défi étant donné que celles-ci font face à une emprise culturelle qui pèse énormément sur elles, et cela même si elles restent les premières victimes des atrocités. Une avancée commence à s'observer chez les femmes : elles commencent à prendre conscience des défis sécuritaires, elles participent désormais aux réunions sécuritaires initiées par les membres des GDP et commencent à dénoncer les acteurs des violences locaux plutôt que de les protéger.</p> <p>La participation des femmes dans les activités de <b>relance économiques</b> à atteint 66,4 pour cent. Cela se justifie par le fait que les femmes sont majoritairement membres des associations agro-pastorales, des AGR et des activités de formation professionnelle.</p> <p>Le projet a contribué, à travers des AVEC, au changement de rôle social qui donne aux femmes un accès facile au crédit comme aux hommes. Elles sont devenues gérantes de leur production et décident maintenant</p>
--

de l'affectation de fonds. Elles réalisent des projets qui, jadis, étaient le seul apanage des hommes (constructions des maisons, achats de champs, etc.).

Le projet a contribué au leadership féminin, à travers les structures de base mise en place par le projet où elles occupant de postes de responsabilité notamment dans les GDP (30%), les comités de gestion des associations agro-pastorales (53%), les comités locaux de paix et développement (33%) et les comités locaux de suivi des projets communautaires (31%). Le projet a réussi à atteindre un seuil minimal de 30 pour cent de représentation des femmes, comme décideuses, au sein des structures de base, grâce à sa stratégie genre vulgarisée lors de la mise en œuvre des activités.

A travers son **pilier de la restauration de l'autorité de l'état**, le projet a particulièrement ciblé et invité les femmes à participer aux émissions radios et à la table ronde radiophonique pour s'exprimer. Il faut noter, cependant, que l'engagement des femmes dans les activités tant qu'actrices de paix reste toujours face aux restrictions culturelles. Mais, grâce à la contribution du projet, elles commencent à prendre conscience des défis sécuritaires et à participer aux réunions sécuritaires initiées par les membres des GDP et commencent à dénoncer les acteurs des violences locaux plutôt que de les protéger. Les femmes membres des CLPD font aussi parler d'elles-mêmes en soulevant des besoins oubliés par les hommes.

### 3.5 Leçons apprises

- Contrairement à ce que pensent les hommes, les femmes sont aussi des influenceuses dans la zone de Beni. Le projet a identifié des femmes très engagées, motivées et déterminées à travailler aux côtés des hommes pour le bien-être de leurs communautés. Elles sont très actives dans les mouvements associatifs et savent faire entendre leur voix. Quand elles prennent la parole dans des assemblées où les hommes dominent, ces derniers restent attentifs et dans la plupart des cas la majorité des hommes adhèrent à leur position ;
- L'implication des autorités territoriales, provinciales ainsi que les élus du territoire de Beni est d'une grande importance pour la réussite du projet étant donné qu'ils sont très écoutés sur terrain.
- L'implication des jeunes dans l'approche du Dialogue Démocratique est un moyen efficace pour la résolution pacifique des conflits au sein d'une communauté. En outre, la démarche entreprise pour réconcilier les deux structures des jeunes de Watalinga est axée sur la recherche de la vérité, de la justice et du pardon entre les groupes en conflit. C'est une méthodologie efficace pour obtenir la réconciliation entre communautés.
- Il a été constaté que les initiatives des projets à base communautaire (projet de source d'eau, marché, paillotes de paix, ...) atténuent les tensions/violences dans les communautés au profit de la cohésion sociale.
- Une sensibilisation efficace des jeunes a permis l'implication effective l'acceptation sociale de ces derniers au processus de numérisation foncière alors que des résistances et réticences avaient été perçues au début ;
- La mise en contribution des groupes des jeunes dans la sensibilisation sur les questions de numérisation foncière a joué un rôle de fiabilisation du processus auprès de leurs pairs et membres de famille au moment où des résistances et réticences étaient affichés au début.
- La collaboration des tous les membres du consortium, sous le lead actif de l'OIM a produit à l'interne des meilleurs résultats suite au développement des stratégies discutées d'avance pour anticiper des situations ;
- Les radios communautaires sont parmi les canaux les plus pratiques par lesquels la majorité des populations bénéficiaires ont accédé aux informations du projet ;
- Face aux problèmes d'accès limité à la terre, surtout pour les femmes, il a été remarqué que des mécanismes locaux de redevance ont été un meilleur moyen pour pallier ce problème ;

- Il a été noté que les chaînes de valeur des filières du maïs, riz, haricot et choux associées aux techniques respectant l'environnement contribuent efficacement à l'amélioration du revenu des ménages de par leur production en quantité et en qualité ;
- Il a été noté que les jeunes filles peuvent bien s'adapter à certains métiers réservés exclusivement aux hommes (la menuiserie, la coiffure homme, ...). Elles se sont distinguées et sont fières de ces métiers. Cet aspect constitue un encouragement pour les autres jeunes filles de la communauté ;
- Dans le cadre de la filière piscicole, il a été remarqué que les espèces améliorées du Tilapia et Clarias sont très favorables dans les zones du projet par rapport à d'autres espèces et donnent des productions très intéressantes avec un revenu considérable ;
- La mise en place d'un cadre de concertation permanent entre les autorités et la population civile particulièrement les jeunes a permis de transformer les acteurs diviseurs en acteurs connecteurs. Par exemple : les jeunes influenceurs actifs dans les groupes de pression Lucha, Veranda Mutsanga, sont généralement perçus et associés aux éléments perturbateurs surtout quand ils prennent des positions non favorables à celles des autorités locales, mais cette perception est parfois erronée, une fois qu'un espace d'expression libre leur est accordé, on finit par se rendre compte que certaines de leurs revendications sont légitimes et soutiennent l'action des gouvernants.

### 3.6 Etudes réalisées

Durant la mise en œuvre, le projet a réalisé au total sept études à savoir : (1) Une étude Baseline ; (2) Une étude du marché ; (3) Une Recherche Action Participative ; (4) Le projet de la cartographie des groupes armés dans le territoire de Beni et Lubero. (5) Le projet de la cartographie des sites miniers ; (6) Une étude de référence sur la tenure, gestion foncière et aspects connexes dans la Commune de Mangina, le secteur de Beni-Mbau et la Chefferie de Watalinga ; Et (7) Une étude Endline du projet.

### 3.7 Révisions de projet

Au regard des différents défis rencontrés au cours de la mise en œuvre du projet (insécurité, manifestations récurrentes, Ebola et COVID-19), certaines activités prévues n'ont pas été réalisées et le budget associé n'a pas été dépensé. Cette situation a poussé le projet à solliciter une extension sans coûts.

Aussi, à l'issue des discussions avec STAREC et SSU, il a été demandé au projet d'examiner les priorités recommandées par le gouvernement provincial pour en tenir compte pendant la période d'extension avec une révision budgétaire. Il s'agit notamment d'une étude sur la cartographie des groupes armés des territoires de Beni et Lubero ainsi que de la construction du bâtiment administratif de la mairie de Beni.

S'agissant de la cartographie des groupes armés, il a été recommandé au projet de mener une analyse visant à mettre en place une cartographie qui guiderait le gouvernement provincial du Nord Kivu à se faire une idée sur la dynamique des groupes armés et lui renseigner sur les étapes à suivre pour une paix durable.

Tandis que pour la construction de la mairie de Beni, l'autorité provinciale avait indiqué que cette dernière a été détruite lors des manifestations populaires en novembre 2019 et qu'elle constituait un besoin pour la stabilisation de la zone. Notons que le budget a été revu et certaines lignes ont été réaffectées pour les activités prioritaires citées ci-haut. A titre d'exemple, les fonds devant couvrir le processus de démarcation participative des limites du parc National de Virunga y ont été réaffectés. Ainsi, la démarcation participative du PNVi n'a pas été réalisée mais reste un besoin crucial pour la stabilisation de la zone de Beni.

### 3.8 Illustration narrative spécifique (optionnelle)

**Offrir aux communautés bénéficiaires la possibilité de choisir eux-mêmes les projets à mettre en œuvre selon leur besoin.**



*Président CLPD Bingo/Beni Mbau*

**Alain VAYUNDA président du Comité Local de Développement de la localité de Batangi-Bingo, en groupement Batangi-Mbau, secteur Beni-Mbau.**

Dans le cadre du projet, il a été identifié comme membre du GDP Bingo et a pris part à tout le processus d'identification et de sélection du projet communautaire. Il se félicite d'avoir participé à cette approche communautaire qui a été menée en faveur de la population de son entité et trouve que l'approche utilisée a été appropriée et novatrice. "Beaucoup d'organisations partenaires au développement, qui sont intervenues dans nos entités, n'ont pas impliqué davantage les communautés dans le choix des projets communautaires. Au contraire, Projet Ensemble pour Beni a impliqué les communautés locales dans le choix des projets communautaires. Cette approche a permis de répondre aux besoins réellement exprimés par les bénéficiaires", a affirmé Alain

VAYUNDA, estimant à titre illustratif que, "le tronçon routier de desserte agricole qui sera aménagé dans le cadre du projet est d'une importance capitale dans notre milieu".

"Personnellement, je suis convaincu que la communauté locale apportera sa contribution pour la réussite de ce projet qu'elle a elle-même choisi à travers les rencontres consultatives », a-t-il ajouté. Il renchérit en indiquant que les avis de la communauté ont été pris en compte durant tout ce processus et suggère aux autres organisations de suivre cette approche pour répondre aux attentes des communautés bénéficiaires, et de pas des projets conçus en avance.

**Rapprocher population civile et les autorités Etatiques locales est un ingrédient indispensable à la restauration de l'autorité de l'état**



*Madame Tambwe en plein travail communautaire avec les forces de l'ordre*

**1. TAMBWE NYAMISI ESTHER, exploitante d'un bistro à Bulongo.**

« En bon citoyenne, nous avons toujours envisagé de dénoncer toutes les personnes suspectes (voleurs, ou inconnues) qui fréquentent nos bistrots et sur qui pèsent des soupçons de vols ou banditismes. Mais par craintes des tracasseries, menaces et représailles, nous préférons nous taire, les agents de sécurité (ANR, FARDC et PNC) ne nous inspiraient pas confiance. Mais à l'initiative du Projet Ensemble pour Beni, je me suis

sentie de plus en plus proche des services de sécurité. Ce travail communautaire a créé en moi une confiance envers nos autorités et agents de sécurité et m'a rapproché d'eux. Que nos autorités et forces de sécurité aient l'habitude de faire ces genres d'activité".

**2. Témoignage du Commandant de la PNC Oicha déclare :**



*Commandant PNC en plein activité de rapprochement*

« Nos relations avec la population ont depuis plusieurs années été caractérisées par des préjugés et des stéréotypes qui ont créé un manque de confiance entre population et ceux qui sont responsables de la couverture sécuritaire. C'est à travers les activités de rapprochement mises en œuvre par le projet EPB que nous commençons à mieux nous regarder en face pour échanger et gérer de manière pacifique nos différents".

**Amélioration de revenu d'un bénéficiaire dans le cadre de la composante Agricole et l'AVEC**



*Octroi de crédit à Madame Mbambu*

**Témoignage de Madame MBAMBU KILUBA, une paysanne,** membre de l'association agricole KALEMI. Dans le cadre du projet, elle a bénéficié des semences améliorées et a réussi à réaliser un bénéfice d'environ 1 200 000 FC (soit 600 USD) grâce à la vente des produits agricoles de son champ.

Outre les activités champêtres à base des semences améliorées reçues du projet, cette mère de cinq enfants envisage déjà de diversifier sa production agricole en ciblant également l'élevage. Avec les bénéfices qu'elle espère tirer de ces activités, MBUMBA KILUBA projette de finaliser les travaux de construction de sa

maison et continuer à subvenir aux besoins de son ménage.

“C'est grâce au soutien du Projet Ensemble pour Beni que je parviens à nouer les deux bouts et nourrir mes enfants”, a-t-elle affirmé, ajoutant qu'elle parvient à épargner. Ce qui la rend éligible à l'obtention de crédit dans l'AVEC, une association villageoise d'épargne et de crédit

L'histoire de Mbumba KILUBA est la parfaite illustration de la prise en compte du genre, de l'autonomisation de la femme mais aussi du changement du rôle social dans la mise en œuvre du projet.

**Appui à l'installation du comité de suivi des activités minières à #Beni :**

<https://twitter.com/IOMinDRC/status/1230850355212292096>

**Lancement des travaux de construction des ouvrages communautaires :**

<https://drcongo.iom.int/pbn/lancement-de-quat-re-projets-communautaires-pour-favoriser-la-coh%C3%A9sion-sociale-%C3%A0-beni>

**Remise Officielle du bâtiment administratif de la mairie de Beni :**

<https://twitter.com/IOMinDRC/status/1442533651053486080?t=v3A3uAwr19K5qCNw8mL3Dg&s=08>

**L'atelier de clôture du projet ENSEMBLE POUR BENI :**

<https://twitter.com/IOMinDRC/status/1316485433707159553?t=EYQYkiu8hC5aAVLJtfXhSw&s=08>

## Partie 4 - Evaluation des éléments du rapport

A compléter par le Secrétariat Technique ISSSS.

### 4.1 Evaluation des éléments du rapport par le Secrétariat Technique ISSSS

Mise en œuvre du plan de travail et budget				
	3	2	1	N/A
Mise en œuvre du plan de travail et du budget				
Dans quelle mesure les activités sont-elles mises en œuvre à temps ?				
<i>Commentaire :</i>				
Dans quelle mesure les activités sont-elles mises en œuvre dans les limites du budget prévu ?				
<i>Commentaire :</i>				
Dans quelle mesure les défis ont-ils été activement gérés ?				
<i>Commentaire :</i>				
Progression vers les résultats attendus				
	3	2	1	N/A
Progrès vers l'atteinte des résultats attendus				
Dans quelle mesure les résultats attendus sont-ils en voie d'être atteints ?				
<i>Commentaire :</i>				
Qualité du rapport narratif et annexes obligatoires				
	3	2	1	N/A
Qualité du rapport narratif				
Dans quelle mesure les éléments de ces rapports sont-ils clairement expliqués ?				
<i>Commentaire :</i>				
Dans quelle mesure la budgétisation sensible au genre est-elle respectée ?				
<i>Commentaire :</i>				
<b>TOTAL</b>				

### 4.2 Commentaire générale du Secrétariat Technique ISSSS

A compléter par le Secrétariat Technique ISSSS (STAREC et UAS).

## Partie 5 - ANNEXES

- **Budget actualisé**

*Le budget du projet avec deux onglets doit être joint en annexe pour compléter cette partie du rapport. Le premier onglet reprend le budget détaillé de l'ensemble du projet avec deux colonnes supplémentaires ; La première colonne supplémentaire montre la dépense réelle, et la deuxième colonne supplémentaire fournit le pourcentage de la dépense selon le budget prévu. Dans la colonne narrative du budget détaillé, le partenaire fournira des explications seulement au niveau des résultats, pour expliquer la variation entre les dépenses réelles et les dépenses prévues.*

- **Plan de travail actualisé**

- **Cadre logique actualisé (merci de se référer au cadre logique attaché)**